



Füsun Türkmén décrypte les nationalismes

Füsun Türkmén dresse l'état des lieux des mouvements nationalistes en Turquie et en Europe. Elle revient sur le livre "Turquie - Europe : le retour des nationalismes ?" écrit sous sa direction.

(lire la suite page 10)

Saint-Benoît raconté par ses anciens



Regard sur le lycée francophone du quartier de Galata.

(A lire dans le supplément gratuit)

Entretien exclusif avec l'ambassadeur du Royaume-Uni

S.E. David Reddaway souhaite une collaboration encore plus étroite entre les deux pays. Tout en soulignant le plein soutien de son gouvernement à l'adhésion de la Turquie à l'UE.

(lire la suite page 3)



Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

6 TL - 3 euros

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le Journal francophone de la Turquie numéro 67, Novembre 2010



Alain Juppé en visite en Turquie, il a prôné un nouveau modèle de développement

Alain Juppé, Premier ministre français entre 1995 et 1997 et ministre d'État en charge de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables de mai à juin 2007, a donné une conférence consacrée au développement durable à l'université de Galatasaray.

(lire la suite page 7)



Tahsin Burcuoğlu : « La Turquie a son mot à dire »

Vendredi 8 octobre dernier, Hüseyin Latif, directeur de la publication d' Aujourd'hui la Turquie, a été reçu par S.E. Monsieur Tahsin Burcuoğlu, ambassadeur de Turquie à Paris, pour un long entretien d'environ une heure trente, précédant la visite qu'a effectué en Turquie Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères et européennes. Depuis son entrée en fonctions le 1er février dernier, S.E. Tahsin Burcuoğlu, réputé pour s'intéresser de près aux problèmes de nos concitoyens vivant en France, reconnu comme l'homme-clé des négociations diplomatiques intenses qui se déroulent entre les deux pays, nous a relaté son travail effectué au cours de ses neuf mois passés en France.



assistant au spectacle « Müsenna », au Palais de Versailles. L'ambassadeur Tahsin Burcuoğlu déclare : « La Saison de la Turquie en France a contribué d'une part à mieux faire connaître notre pays en France, et d'autre part, a renforcé les relations diplomatiques franco-turques. Le Président Abdullah Gül ainsi que le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, se sont rendus en France. Et le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner s'est rendu récemment à Ankara. Sans oublier que la prochaine visite en Turquie du Président Sarkozy est aussi à l'ordre du jour. »

« Ce rapprochement diplomatique date de 2008, année où la France a fait des efforts au sujet des allégations arméniennes concernant les événements de 1915 » Il enjoint d'ailleurs l'hexagone à poursuivre cette action. Cependant, il se montre inquiet quant à la proposition de loi votée par l'Assemblée nationale le 12 octobre 2006. « A l'approche de 2015,

(lire la suite page 9)

Monsieur l'ambassadeur Tahsin Burcuoğlu revient sur sa première réalisation après sa nomination à Paris. « Je me suis très impliqué à la Saison de la Turquie en France, qui fut d'ailleurs une grande réussite ». Le Premier ministre Erdoğan, lors de sa visite à Paris les 6 et 7 avril derniers, a clôturé cette manifestation en

Sarkozy – Merkel : l'économie du « Je t'aime, moi non plus »

Nicolas Sarkozy se voulait l'homme de la réforme, or ses propositions ne cessent de se heurter à Angela Merkel. Par tradition de rigueur budgétaire, et consciente de sa nouvelle position de force suite à la réunification, l'Allemagne force le président français au suivisme. Alors que la coopération franco-allemande se lézarde, l'avenir de la construction européenne inquiète.

(lire la suite page 8)



La globalisation et la Turquie en transformation

Dans mon livre qui sera publié dans quelques semaines, j'ai essayé de montrer, dans ses grandes lignes, l'image de « La mondialisation de la planète et la Turquie en transformation » à tous ceux qui s'y intéressent dans le cadre de la courte histoire récente. Une photographie est un instant donné, auparavant révélé sur du papier grâce à des opérations chimiques ou aujourd'hui enregistré sur une mémoire électronique, fabriquée à base de silicium et de circuits imprimés.

(lire la suite page 12)

Turkuaz fête ses 30 ans

C'est lors d'une magnifique soirée de gala, avec un discours original et touchant que son fondateur, M. Ahmet Özatacan nous a relaté la naissance et le développement de cette société. M. Özatacan a fait connaître la ville de Bodrum aux Français grâce à ses trois complexes hôteliers dont Muskebi et Önderhan et un autre à Didim. 20 crises en 30 ans n'ont pu décourager ce professionnel du tourisme mais aussi un passionné de la musique, des rencontres et de la découverte. Un homme apprécié et aimé de tous.

(L'interview à lire dans le prochain numéro)



İŞBANK Biz Biz

Pour réussir, il faut faire les bons choix.

Avec sa large gamme de services, son savoir-faire et sa grande expérience acquise depuis de nombreuses années, İşbank GmbH vous accompagne dans vos investissements et vous apporte des solutions personnalisées pour réaliser toutes vos opérations commerciales.

- CREDIT D'INVESTISSEMENT
- ASSURANCE
- VIREMENT DOMESTIQUE ET ETRANGER
- FINANCEMENT FONDS DE COMMERCE
- ENCAISSEMENT CHEQUES ET EFFETS
- PRELEVEMENT AUTOMATIQUE
- CREDIT D'EXPLOITATION
- CREDIT IMMOBILIER
- CAUTION BANCAIRE - GARANTIE
- COMPTES A TERME
- COMPTES ENTREPRISES
- IMPORT - EXPORT AVEC OU SANS FINANCEMENT
- ESCOMPTE COMMERCIAL
- CESSION DE CREANCES (LOI DAILLY)
- TURKISFUND
- FACILITE DE CAISSE
- CREDIT DE TRESORERIE

www.isbank.de
01 43 12 93 85

Groupe ISBANK | TÜRKİYE İŞBANKASI

« L'affaire des Roms » ou les limites de la construction européenne ?



* Olivier Buiette

Depuis l'été 2010 la décision du gouvernement français de démonter les camps illégaux de Roms et d'expulser ceux d'entre eux qui étaient en situation illégale sur le territoire français, n'a pas cessé de défrayer la chronique, dans un premier temps en France, où une manifestation de soutien devait avoir lieu le samedi 3 septembre dernier et encore plus impressionnant cela a déclenché une vague de protestations mondiale de la part des instances européennes et internationales avec l'ONU.

Comment une chose pareille a-t-elle été possible dans ce pays des droits de l'homme qu'est la France ? Dans une république qui se voulait avant tout sociale, avant tout ouverte sur les autres ? Y a-t-il eu une incompréhension générale entre l'action du gouvernement et l'opinion publique ? Nous avons déjà donné notre sentiment sur cette affaire dans un article précédent.

Il n'en demeure pas moins qu'en ce début d'automne la question des conséquences internationales se pose. En effet, malgré les tentatives d'explications de la part du gouvernement, malgré ces maladroites avec l'affaire de la circulaire d'août 2010 ciblant les Roms en particulier, malgré un sommet houleux à Bruxelles entre José Manuel Barroso et le Président Sarkozy courant septembre, les condamnations tombent les unes après les autres et l'image de la France en sort ternie sur le plan international.

Si la France, pays fondateur de l'Europe reste un acteur incontournable, les relations avec les pays vers lesquels les Roms sont renvoyés se sont dégradés, notamment dans les cas de la Bulgarie et de la Roumanie et ce en dépit des promesses de la France d'aider ces pays là à gérer leurs problèmes avec leurs propres roms présents sur leur territoire.

Cette crise qui n'est toujours pas terminée montre encore une fois les limites du pouvoir supra-national dans l'Union, en effet si le Parlement européen et la Commission de José Manuel Barroso ont protesté fortement par l'entremise de Viviane Reding, commissaire à la justice, aux droits de l'homme et à la citoyenneté, l'État français reste souverain en ce qui concerne une chose considérée comme un problème intérieur.

A ce sujet la comparaison faite par la commissaire entre les mesures prises contre les Roms et la Shoah a entraîné de vives protestations du côté de la France. Même si les excuses de la commissaire ont été enregistrées par la France, il est fort intéressant de noter ici que cette affaire traduit bien l'émotion suscitée par le fameux décret d'août 2010 ciblant en quelque sorte la communauté des Roms. Si cela a été rectifié ensuite par un autre décret plus impartial, il n'en demeure pas moins que nous étions là, en France, dans de l'inédit depuis 1945.

En ce qui concerne les sanctions, nous pouvons sans doute retenir qu'elles sont surtout morales. En effet, on l'a vu, la Commission ou le Parlement européen n'ont qu'un pouvoir faible de coercition sur les États mem-

bres. Les conséquences en matière de politique étrangère et donc de relations au sein de l'UE entre la France et la Bulgarie et la Roumanie restent donc par contre assombries.

Pourtant, de gros efforts de compréhension semblent avoir été faits envers la Roumanie alors que c'est le silence presque total avec la Bulgarie. On retrouve là, ironie de l'Histoire, la trace des relations entre la France et ces deux pays. Depuis Napoléon III, la France a participé, quelque soit son régime politique, à la construction de ce qui sera la Roumanie moderne. Une grande francophilie y règne depuis longtemps alors que la Bulgarie, pays totalement slave du Sud, a pour des raisons géopolitiques toujours été opposée à la France. Elle s'est alliée deux fois à l'Allemagne lors des deux guerres mondiales du 20e siècle et est à l'origine redevable à la Russie de sa renaissance au 19e siècle. (je supprimerais cette partie) Mais tout ne s'explique pas ainsi, même si l'affaire des Roms trouble une Union Européenne déjà très éprouvée par la crise économique et financière de 2008, les enjeux et défis de l'élargissement demeurent et la question de ses futures frontières également. La menace contre la France venant de l'UE est davantage celle de poursuites devant la justice européenne que des sanctions à proprement parler. Par ailleurs le sommet européen si houleux du 16 septembre 2010 devait aboutir au moins à l'idée d'organiser un sommet européen au sujet de cette question des Roms.

Ainsi, le choix risqué pris en juillet 2010 d'expulser les Roms en situation illégale, et que nous pouvions dans un premier temps

expliquer par un recentrage de la politique du Président Sarkozy autour d'une droite dure et réactionnaire, devrait finalement, par le chaos qu'elle a provoqué, aboutir à une appréhension globale du problème.

En effet, les Roms sont de tout temps une population errante en Europe et les vagues successives d'élargissement à l'Est, d'abord vers l'Europe centrale en 2004 puis le commencement de l'élargissement aux Balkans orientaux en 2007 (Roumanie et Bulgarie) ne pouvaient que poser cette question.

L'espace Schengen, dont l'ensemble des ces pays font désormais partie, garantie la libre circulation des hommes et des biens. Il ne pouvait que poser la question de la gestion d'une population qui possède la nationalité bulgare ou roumaine mais qui est libre néanmoins de se déplacer dans toute l'Europe. Ce facteur allié à la situation particulière qui caractérise les « gens du voyage » ne pouvait en effet qu'aboutir à ce qu'un jour on se pose la question.

C'est désormais le cas, on ne peut cependant que regretter, encore une fois, qu'une question aussi cruciale ne soit traitée que dans des circonstances aussi dramatiques. Espérons que le sommet européen sur cette question verra le jour rapidement car la « question des Roms » au delà de ces aspects que nous venons de voir pose plus loin la question du « vivre ensemble », et cette question à laquelle nous devons répondre est une donnée fondamentale à résoudre si nous voulons un jour achever la construction de notre continent.

* Dr Olivier Buiette, 7 octobre 2010

« Zéro problème de voisinage » et « bouclier antimissile de l'OTAN », le dilemme de la nouvelle politique étrangère turque



* Mireille Sadège

La croissance économique de ces dernières années et l'arrivée d'Ahmet Davutoğlu au ministère des Affaires étrangères ont permis à la diplomatie turque de s'affirmer comme une puissance

régionale avec une politique étrangère multilatérale qui cible aussi bien l'Occident que l'Orient tout en œuvrant aux résolutions des problèmes avec les pays voisins. Saluée au départ par ses alliés occidentaux cette politique va vite susciter des inquiétudes notamment lorsque la diplomatie turque cherche des alliances avec la Russie, l'Iran et la Chine. La qui revient souvent : la Turquie se détournerait-elle de ses alliés ? Dans ce cadre, le prochain sommet de l'OTAN ayant pour objectif l'adoption du nouveau concept stratégique de l'Alliance constitue une étape importante.

En principe, le nouveau concept stratégique de l'OTAN, qui remplacera celui de 1999, sera destiné à mieux faire face aux défis du XXI^e siècle. Il intégrera ainsi les questions relatives à la piraterie et à la sécurité énergi-

que puis, de surcroît, vise à créer un bouclier antimissile en Europe. Le Secrétaire Général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, souligne la réalité de la menace balistique.

C'est dans l'après 2001 que les Américains, pionniers de la défense antimissile, ont proposé d'étendre le projet de bouclier antimissile à leurs alliés européens. Convaincus de la nécessité de compléter la dissuasion nucléaire par une défense antimissile afin de mieux faire face aux menaces balistiques émanant des puissances émergentes comme l'Iran et la Corée du Nord. Sous l'ancien président Bush et avec le soutien de l'OTAN, la Pologne et la République Tchèque ont accepté d'y participer. Seulement face à l'opposition de la Russie quant à l'installation d'une dizaine de missiles intercepteurs et un radar dans ces deux pays, ce projet a été suspendu. Mais le projet a été repris en 2009 par l'OTAN dans le cadre de son nouveau concept stratégique. Ce dernier sera présenté pour l'adoption lors du sommet de Lisbonne les 19 et 20 novembre.

Les Américains attendent que les Turcs approuvent le nouveau concept stratégique et par la même le projet du bouclier antimissile. Surpris récemment par le rejet de la Turquie lors de l'adoption du vote des sanctions contre l'Iran à l'ONU, ils veulent s'assurer de l'accord turc concernant ce projet. En effet, les décisions étant prises à l'unanimité

au sein de l'Alliance, un rejet de la Turquie entraînerait automatiquement son abandon. D'où une intensification des rencontres entre le chef de la diplomatie turque, M. Ahmet Davutoğlu et ses homologues occidentaux, qui laisserait

penser à des négociations en cours précédant le sommet de Lisbonne. Il suffit d'évoquer la réunion du 14 octobre à Bruxelles, des ministres turcs et américains des Affaires étrangères et de la Défense, mais aussi la visite du ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner, officielle-

ment pour l'inauguration du lycée Charles de Gaulle. Rappelons l'irritation de M. Kouchner lors de l'opposition de la Turquie à la nomination de M. Rasmussen au poste de Secrétaire Général de l'OTAN, au point de remettre en question la place de la Turquie au sein de l'UE.

Le projet otanien du bouclier antimissile place ainsi la Turquie face à une situation délicate. Car même si le nom de l'Iran n'y est pas mentionné, il paraît très clairement que ce dernier y est visé. Et si la Turquie accepte ce projet, elle devrait y participer activement car d'après les calculs, la trajectoire des missiles balistiques lancés depuis l'Iran en direction de l'Europe ou des Etats-Unis passerait par l'Est et le Nord-Est de la Turquie. Aussi la décision ne sera pas facile car elle ira à l'encontre de sa nouvelle politique étrangère de « Zéro problème de voisinage ». La Turquie pourrait-elle garder ses bonnes relations avec l'Iran si elle prenait part dans un projet le considérant comme une menace ?

* Mireille Sadège, rédactrice en chef Docteur en histoire des relations internationales



Ahmet Davutoğlu

David Reddaway : « le lien entre le Royaume-Uni et la Turquie est plus fort que jamais »

Au cours de sa visite officielle du 26 juillet dernier à Ankara, le Premier ministre britannique David Cameron a dit avec force et passion à son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan son soutien à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Aujourd'hui la Turquie a rencontré l'ambassadeur du Royaume-Uni en Turquie, son excellence Monsieur David Reddaway, afin de décrypter l'évolution des relations diplomatiques britanno-turques.

Comment caractérisez-vous les relations entre la Turquie et le Royaume-Uni ? Dans quels secteurs ces relations prévalent ? Quel est le volume commercial entre ces deux pays ?

Au cours de la visite du Premier ministre David Cameron en Turquie cet été, le Premier ministre Erdoğan a décrit les relations britanno-turques actuelles comme un « âge d'argent ». Les deux leaders ont ensuite affirmé qu'ils ne devaient pas se contenter d'atteindre l'« or », mais devraient aspirer au « platine ». En d'autres termes, le lien entre les deux pays est plus fort que jamais, mais dispose toujours d'un fort potentiel de développement et nous avons l'ambition d'en tirer le maximum de bénéfices.

Une des clés qui donne à nos relations un caractère si spécial est que le Royaume-Uni est résolument engagé pour la candidature turque à l'entrée dans l'Union européenne – un engagement que Monsieur Cameron a clairement expliqué dans un discours engagé quand il était présent ici. Mais en plus de cette dimension européenne, les deux pays ont un large éventail d'intérêts à partager sur les plans relevant du politique, de l'économique, de la défense, de la culture, et du social ; et nous travaillons main dans la main pour cela. Notre relation est maintenant déterminée par un nouveau partenariat stratégique, signé par les deux Premiers ministres en juillet. C'était un symbole très encourageant.

Le commerce bilatéral avec la Turquie s'est développé à une vitesse considérable : il a atteint les 9,4 milliards de dollars en 2009. Cette tendance a connu un revers avec la crise économique mondiale, nous avons donc décidé de la renforcer : les deux Premiers ministres se sont fixé pour objectif de doubler le volume de notre commerce bilatéral dans les cinq prochaines années. Nous travaillons d'arrache pied pour cela. Nos affaires ont fait l'objet d'investissements majeurs dans nos pays respectifs. En Turquie par exemple, les investisseurs britanniques parmi lesquels Vodafone, Tesco, HSBC, BP, Shell, British Foods, International Power and McDonald's se sont installés. A l'inverse, des sociétés turques telles Koç Holding, Zorlu Holding, Toprak Holding ou Eczacıbaşı Holding entre autres ont investi le sol britannique.

Quel était l'objectif de la visite du Premier ministre David Cameron ?

Le Premier ministre entend augmenter la fortune et la sécurité britanniques. Il a rendu visite à la Turquie afin de montrer la force du soutien britannique en faveur de la Turquie et pour lancer un partenariat stratégique. Il a parlé de la façon dont les entreprises des deux pays devaient faire plus d'affaires ensemble. Il a également traité du développement et même plus de la coopération à propos de problèmes de sécurité régionaux, tels que l'Afghanistan, l'Iran, la Bosnie et le processus de paix au Moyen Orient. La signature d'un nouveau

partenariat britanno-turc nous donne un cadre au sein duquel nous pouvons développer nos partenariats avec l'engagement clair et personnel de nos deux Premiers ministres.

Au cours de sa visite en Turquie, David Cameron a soutenu la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne (UE). Il a également critiqué les pays qui s'étaient prononcés contre son admission. Selon vous, de quelle manière le Royaume-Uni pourrait peser dans le processus d'admission de la Turquie à l'Union Européenne ?



Le Royaume-Uni croit dur comme fer que la Turquie doit être un membre de l'Union européenne. Nous continuerons à faire avancer la candidature turque, et nous serons les plus forts contributeurs au dossier turc d'adhésion à l'UE. Nous continuerons à encourager la Turquie dans ses réformes nécessaires à l'adhésion. Nous travaillerons également main dans la main avec la Turquie afin de conclure un accord chypriote – important en soi – mais aussi important au regard des critères d'accession au sein de l'UE.

Pourquoi pensez-vous que la Turquie est si importante pour l'Union Européenne ? Considérez-vous que l'UE puisse évoluer sur le long terme sans la Turquie ?

Nous pensons que la Turquie, en tant que pays comprenant des terres européennes, a le droit d'être membre de l'UE si elle remplit pleinement les critères de Copenhague – et la Turquie poursuit ses efforts dans ce sens. Ce pays est l'économie émergente de l'Europe et contribuera à la prospérité de ce continent. La Turquie fera également de l'Europe une zone plus forte et plus sûre. La Turquie est bien sûr déjà un pays membre de l'OTAN de longue durée. La Turquie dispose de relations et d'une crédibilité dans la région qui lui permettent d'œuvrer pour la paix et la stabilité d'une telle manière que cela ne bénéficie pas seulement à l'Union européenne mais à la communauté internationale dans son ensemble. L'adhésion turque à l'UE démontrerait également que l'UE, en tant qu'organisation séculaire, accueille des gens de toutes les confessions mais aussi

sans confessions et qu'elle partage des valeurs universelles qui sont au cœur de l'identité de l'UE. Les intérêts de l'Union européenne et de la Turquie sont intimement liés. Il nous apparaît évident de poursuivre leur renforcement.

Pourquoi le Royaume-Uni, pourtant membre de l'Union européenne, ne fait-il pas partie de l'espace Schengen ni de la zone Euro ?

Le Royaume-Uni soutient la liberté de mouvement des hommes et des capitaux au sein des pays de l'UE. Cependant, nous ne sommes pas partie prenante des ac-

tivement et qu'elles reflètent les besoins changeants d'une plus grosse communauté. Nous mettons actuellement en application les clauses du Traité de Lisbonne. Nous pouvons désormais nous concentrer sur la distribution de bénéfices plus importants pour nos citoyens plutôt que de nous focaliser sur des réformes internes.

Il est souvent prétendu que la France et l'Allemagne forment les deux pays « moteurs » de la construction européenne. Pourquoi le Royaume-Uni ne dispose-t-il pas de ce statut ?

Il dispose bel et bien de ce statut ! Et nous travaillons très étroitement avec la France et l'Allemagne aussi bien qu'avec d'autres partenaires.

Le nouveau gouvernement du Royaume-Uni a clairement indiqué qu'il croit que l'adhésion à l'UE est dans l'intérêt national britannique, et a indiqué qu'il voulait vigoureusement prendre fait et cause pour les intérêts britanniques et jouer un rôle prépondérant au sein de l'UE. Le gouvernement a aussi dit qu'il croit que l'UE a besoin de changer et peut faire de meilleures choses, et s'est montré confiant quant à la capacité britannique à orienter l'UE dans la bonne direction.

Considérez-vous que le fait que le Royaume-Uni ne fasse pas partie de la zone Euro comme un avantage ou au contraire comme un inconvénient pour enrayer la crise économique ?

Le fait que nous ne fassions pas partie de la zone Euro nous donne une plus grande flexibilité pour répondre à la crise. Mais je tiens à dire que le succès de la zone Euro est extrêmement important pour le Royaume-Uni, puisqu'environ la moitié de nos exportations est tournée vers l'Union européenne, et 80 % de nos exportations sont à destination de pays de la zone Euro. Nous travaillons donc étroitement avec les pays de la zone Euro.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif et Fabien Fougère

Çeviride yönünüzü kaliteye çevirin!

trio

Tamamen size özel butik tercüme hizmetleri sunuyoruz. Uzmanlaşma bizim için anahtar kavramdır. Hukuk, kozmetik, otomotiv, basın-yayın ve bankacılık gibi uzmanlık gerektiren alanlarda "sıfır hata" prensibiyle hareket ediyor ve 2000 yılından beri Türkiye'nin en büyük kuruluşlarına kaliteli, tutarlı ve hızlı hizmet veriyoruz.

Tercümede kalite arayışınızın yöneleceği adres Trio.

TRIO Tercüme ve Organizasyon
Orgeneral İzzet Aksalır Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D:25 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94. Faks: +90 212 268 30 96 www.triotercume.com.tr

La réforme constitutionnelle en débats

Les Turcs ont largement accepté la réforme de leur constitution lors du référendum organisé le 12 septembre, jour du 30e anniversaire du coup d'Etat. Pourquoi avoir entrepris cette réforme constitutionnelle et quelles seront les conséquences? Nous avons interrogé M. Osman Can, juriste et l'un des rédacteurs à l'origine de cette réforme constitutionnelle et Süheyl Batum, professeur de droit constitutionnel à l'université de Bahçeşehir et l'un des leaders du parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi, CHP).

Osman Can : « La réforme était nécessaire »

Le système juridique turc tel que nous le connaissons actuellement a été fondé en 1924. Pourquoi le gouvernement a-t-il pris l'initiative d'amender la constitution qui le régit ?

Il convient de revenir brièvement sur l'histoire et l'évolution du rôle du système juridique turc. Au début du XX^e siècle, le gros de l'effort consenti pour établir un nouveau système juridique a été fourni par Mahmut Esat Bozkurt, un raciste qui n'a jamais nié que son plan majeur était de former un peuple constitué exclusivement de "purs Turcs", sur le plan ethnique. Il fut nommé ministre de la Justice en 1924, année au cours de laquelle il a par ailleurs fondé la désormais prestigieuse école de droit d'Ankara. Il nomma ensuite les diplômés qu'il pensait idéologiquement conformes à ses vues. Selon Bozkurt, le rôle fondamental de la Justice était d'ouvrir la voie au pouvoir exécutif et donc à la haute bureaucratie. Cette approche confinait le système judiciaire à certains engagements idéologiques et à la garantie de l'exercice du système établi par l'élite politique.



Sur le plan de la Justice, le Conseil Suprême des Juges et Procureurs qui fut fondé après le coup d'état militaire de 1980 s'est avéré n'être rien de plus qu'une extension du Conseil de Sécurité Nationale et s'est inscrit dans la continuité avec le système établi en 1924. Le système judiciaire est responsable de ne pas avoir fait la lumière sur quelques 17 000 meurtres dans le sud-est du pays par négligence ou par peur de "l'état profond", rendez-vous compte !

A travers ce concept de pouvoir judiciaire, la bureaucratie - qu'elle soit civile ou militaire - était supposée être garante du fonctionnement de l'Etat qu'elle régulaient sous la houlette du gouvernement élu. Dans les cas où le gouvernement en question orientait sa politique dans une direction significativement différente par rapport à celle du gouvernement précédent, il était alors considéré comme une menace

et le système judiciaire avait alors assez de pouvoir pour éliminer cette "menace". Cela constituait donc un grave dysfonctionnement du système judiciaire.

La question de l'isolement des juges a également été pointée comme un dysfonctionnement du système judiciaire par les partisans du "oui" au référendum constitutionnel.

Absolument. Le personnel judiciaire vit aujourd'hui dans des appartements isolés. Se tenant ainsi par nature distants de la société, ces gens commencent à dériver par rapport aux préoccupations de la société, à tel point qu'ils ne comprennent plus les intérêts des gens pour lesquels ils sont sensés assurer un service public. Dans de nombreux cas, les juges de haut rang construisent même un autre mur autour de leurs maisons pour marquer la différence sociale résultant de cette isolation totale, c'est dire !

A chaque fois que les juges de haut rang intervenaient sur le plan politique, ils étaient à l'origine de grands maux pour la nation et ne se montraient en aucun cas responsables de leurs décisions puisqu'ils

les prenaient selon leurs propres considérations et ne mesuraient pas les conséquences réelles de telles décisions.

57,9% des électeurs ont voté "evet" ("oui") à la modification de la Loi fondamentale et 42,1% ont dit "non". Quid de l'après-référendum ?

Je suis très optimiste quant à l'ère qui vient de s'ouvrir. Une constitution ne résoud pas les problèmes de tous les jours mais en fonde les conditions de la résolution de ces problèmes. Le système judiciaire précédent ne respectait aucune définition internationale. Cette nouvelle constitution soulève certains blocages auxquels la dernière constitution faisait face. Le système judiciaire précédent ne respectait aucune définition internationale. Les nouveaux amendements donneront naissance à un nouveau système régulé, en accord avec les définitions internationales, qui sera défini dans la nouvelle constitution. Au sein de celle-ci, il n'y aura pas de définition d'un citoyen idéal. Le texte sera donc plus globalisant que le précédent et les différences respectées et exprimées librement. Je remarque à ce titre que cette nouvelle constitution suscite la peur et la suspicion chez l'opposition et les médias. Tout cela est infondé. Je vous assure que cette nouvelle constitution amendée ne va pas favoriser les intérêts de la nouvelle élite montante, elle va même garantir les intérêts de l'élite antérieure et ceux de chaque personne dans le pays.

* Propos recueillis par Fabien Fougère

Süheyl Batum craint pour la démocratie turque

La réforme constitutionnelle validée par le peuple lors du référendum du 12 septembre dernier amende 27 articles de la loi fondamentale turque. Quelles modifications majeures vont être apportées au système juridique qu'on connaît depuis 1923 ?

Il faut tout d'abord revenir sur ce qui fait les fondements du système juridique turc. A l'origine, le droit de l'empire ottoman était basé sur la sharia et des règles coutumières. L'on choisissait alors son droit en fonction de sa religion ou de sa croyance. A partir des années 1830, l'empire s'effondre dans les faits mais ne disparaît officiellement que lors de la Première Guerre Mondiale, envahi par les Alliés. Atatürk fonde alors en 1923 une République turque moderne et démocratique, dans le sens où elle repose sur la volonté individuelle. Il proclame la souveraineté de la volonté du peuple en instaurant le suffrage universel direct. Ce mode de scrutin est fondé sur l'égalité des individus sans prendre en compte ni leur race, ni leur origine ethnique, ni leur religion, ni leur sexe. C'est une république des citoyens égaux. L'égalité des sexes est respectée puisque les femmes sont conviées pour la première fois aux urnes en 1930 pour les élections locales puis en 1934 pour les élections générales. Elles obtiennent ainsi le droit d'élire et d'être élues. Dès le premier jour, la république kémaliste, pourtant constituée de multiples religions, sectes et autres croyances est basée sur les règles laïques. Cela est très important. Dans aucun autre pays de religion à dominante musulmane ce type de république n'a pu être mis en place.

Cette conception de la république est en danger aujourd'hui. Le pouvoir essaie de faire évoluer la république séculaire en une république des croyances. Mais si dans un pays 95 % de la population est musulmane, ceci implique que ce sera une république musulmane. C'est aussi simple que cela. Et je vous dis cela en tant que musulman.

C'est donc pour cette raison que le parti républicain du peuple s'oppose à cette réforme constitutionnelle. Dans une république démocratique, la règle laïque doit être reine. Sinon, on glisse inéluctablement vers une pression de la religion dominante sur celles en positions minoritaires. Et c'est le chaos ! Le risque de glisser vers un Etat totalitaire ou autoritaire basé sur les religions augmente aujourd'hui. Bien sûr, la situation actuelle n'est pas comparable à celle de l'Iran, de la Malaisie ou de l'Afghanistan.



Quelles sont les observations qui vous conduisent à une pareille conclusion ?

Je vais prendre un exemple empirique très parlant. En 1995, le parti de la prospérité, (ndlr : Refah Partisi, RP) dont Necmettin Erbakan était à la tête a préconisé le passage à multitude de droits, au multi-juridisme. « Nous voulons que tout le monde puisse faire le choix du droit dont il sera la sujet », assurait-il. « Il faut un droit chrétien, un droit musulman, un droit alévi, etc. ». Ce projet était parfaitement scandaleux et la Cour européenne des droits de l'Homme avait alors validé – et à juste titre d'ailleurs – la dissolution du parti de la prospérité par la Cour constitutionnelle turque.

Le 5 octobre dernier, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a préconisé exactement la même chose ! Il a soutenu que chacun devait avoir son propre système de juridiction en fonction de ses propres croyances. Je ne dis pas ce genre de discours pour légitimer une action contre le parti pour la justice et le développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP*) mais bel et bien pour prouver que cette volonté d'une partie de la classe politique en Turquie existe toujours.

Qu'en est-il des contre-pouvoirs susceptibles de pallier à toute dérive anti-démocratique ? Dans quelle mesure ces garde-fous sont-ils efficaces ?

Merci de me poser cette question, elle est essentielle ! Le CHP s'est opposé à la réforme constitutionnelle car on s'est posé la question des garanties accordées aux droits et aux libertés. « Si le gouvernement veut dépasser ses pouvoirs, quels sont les contre-pouvoirs ? Quels sont les *checks and balances* ? » Voilà ce que nous nous sommes demandé. Il se trouve que dans l'hypothèse où le parlement vote une loi, il n'existe aucune limite à cette loi. Ce n'est pas une conception moderne de la démocratie ! C'est un retour à 1830.

Le système politique en Turquie a perdu et continue de perdre ses contre-pou-

voirs. A partir de 1946, le premier d'entre eux, l'opposition, a émergé avec la mise en place du multipartisme mais ce contre-pouvoir n'a jamais vraiment rempli son rôle du fait de sa mauvaise organisation. L'opposition n'est jamais parvenue à empêcher l'usurpation du pouvoir. Le second contre-pouvoir, je veux parler du pouvoir judiciaire, a montré ses limites avec le coup d'Etat du général Kenan Evren le 12 septembre 1980. Le pouvoir judiciaire a depuis toujours été limité, et l'actuelle réforme confirme cette tendance. L'armée, troisième contre-pouvoir, s'est affirmée en tant que garante de la constitution lors de coups d'Etat en 1960, 1971 et bien sûr en 1980. Ce contre-pouvoir devrait être remplacé une fois pour toutes par un système démocratique équilibré mais le pouvoir en place l'empêche. Le gouvernement actuel a lutté pour que les médias ne deviennent pas un contre-pouvoir. Aujourd'hui, 90 % d'entre eux sont dans les mains du pouvoir. La propagande de la majorité a matraqué l'esprit de bon nombre d'électeurs au cours des semaines précédant le scrutin et joué un rôle significatif dans ce référendum constitutionnel.

Quelle sera la particularité des rouages des hautes juridictions après cette réforme constitutionnelle ?

L'une des dispositions les plus contestées concerne les changements, au profit du pouvoir, dans la composition de la Cour constitutionnelle et du conseil supérieur de la magistrature (Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu, HSYK), deux institutions qui étaient en conflit avec le parti gouvernemental. Une démocratie repose sur la séparation des pouvoirs au sens de Montesquieu, les pouvoirs exécutif et législatif n'interférant pas dans le pouvoir judiciaire. Si jamais le pouvoir judiciaire est dans les mains du parti au pouvoir, le pays devient autoritaire. Le conseil supérieur de la magistrature garantit cette séparation des pouvoirs. La modification du fonctionnement du HSYK est le principal changement apporté par cette réforme constitutionnelle au système juridique. Cette dernière met le conseil supérieur de la magistrature aux mains du pouvoir exécutif.

Explication : Avec la réforme, le nombre des membres du HSYK passera de 7 à 21 et il y aura 10 membres suppléants, une manière pour le parti au pouvoir de contrôler à sa guise l'appareil judiciaire. C'est d'ailleurs pour ce motif que le président et six membres du HSYK, chargés de nommer les juges et procureurs de haut rang, ont récemment annoncé leur démission. Le ministre de la justice présidera le HSYK et disposera de tous les pouvoirs au sein de celui-ci. Ceci est proprement anti-démocratique. En ce qui concerne le conseil constitutionnel, parmi les 17 membres qui le composent, 3 seront élus par le parlement à majorité AKP et 14 seront nommés par le président de la république. Nos craintes étaient donc fondées car les 17 membres du conseil constitutionnel seront les représentants un parti politique au pouvoir. Ce qui conduira inévitablement un régime de confusion des pouvoirs.

* Propos recueillis par Fabien Fougère



* Mehmet Seyfettin Erol

Le jeu dans le jeu

La tension vécue dans la politique intérieure en Turquie est loin d'être dissolue. On dirait que cette politique de "tension contrôlée" va être poursuivie probablement encore quelques années. De ce fait, il est nécessaire de s'y préparer. Dans ce contexte, les années 2011 et 2012 ne constituent que les bornes importantes de cette crise en tant que faces visibles de l'iceberg. Ce qui est important, c'est l'infrastructure de ce processus autrement dit "les comptes profonds".

Cependant, le processus qui passe douloureusement est dû au fait que le pouvoir commence sérieusement à changer de main. Certains combats gagnés ou perdus tactiquement servent uniquement au fait que les parties révisent de nouveau leur position.

Il existe deux éléments principaux déterminants qui ont une signification assez importante pour assurer la "légitimité" d'une proposition. Le premier élément est de pouvoir obtenir le soutien de l'opinion publique internationale. Quant à l'autre, il s'agit de l'opinion publique intérieure, c'est-à-dire du soutien du peuple qui est aussi nommé comme "volonté nationale" et qui se traduit dans les sondages. Autrement dit, il s'agit de recherches de soutiens "des nationaux" et "des indépendants" dans les deux camps de légitimité qui se contredisent.

Le rôle déterminant du facteur des Etats-Unis et de l'UE ne peut être négligé ici. Ainsi, certaines visites rendues et informations servies à la presse fournissent des indices importants concernant la place de ces facteurs extérieurs dans le nouveau processus. D'un autre côté, le rapport de force entre ces grands pays constitue une dimension importante. Les pays qui apparaissent ici au premier plan sont les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Israël, la Russie et l'Iran. On a l'impression que l'Allemagne et la France et en particulier l'Allemagne manifestent leur attaque très silencieusement...

On signale que les pressions et les manœuvres politiques sur l'opinion publique turque qui ont notamment révélé leur tendance lors

du processus de référendum vont se multiplier davantage. De ce fait, il semble que les activités des parties visant à gagner l'appréciation du peuple vont prendre de plus en plus d'ampleur. Il paraît inévitable que les partis politiques entreprennent certains changements en ce qui concerne la mentalité et l'infrastructure à commencer par leur vitrine. Ainsi le CHP (Parti Républicain du Peuple) a mis cela en application des mois avant et a fait le premier pas avec Kemal Kılıçdaroğlu. Maintenant c'est le deuxième pas qui est attendu. Ce pas inévitable va dans un sens caractériser les élections de 2011.

De ce fait, le CHP a deux choix devant lui : soit de continuer le statu quo soit de faire un pas radical pour devenir un parti des masses. Sinon, certains calculs d'équilibre au sein du parti et le souhait d'atteindre les masses à travers la base ethnique et sectaire de certaines personnes semblent traîner à moyen et à long terme ce parti dans une plus grande crise...

Il est impératif en outre que le CHP qui va pouvoir assurer le passage de l'ancien et du nouveau système soit susceptible de faire une transition douce en Turquie. Le pays est en effet entraîné vers un système à deux partis. Qu'il ne repousse pas cette occasion historique et qu'il devienne donc le parti de la République qui embrasse tout le peuple ! Le processus de referendum a donné à l'heure actuelle à Kılıçdaroğlu suffisamment de motifs pour cette opération radicale. Kılıçdaroğlu fera probablement ce pas qu'on attend de lui !

D'un autre côté, l'opération menée sur le MHP (Parti d'Action Nationaliste) est elle aussi assez remarquable. Cette opération a plusieurs dimensions : la première réside en la nécessité de changer le leader du parti, la deuxième en l'aspect d'un cadre faible loin de refléter et de diriger la Turquie, la troisième en de vives critiques qui visent les discours et la vision du Parti. De ce fait, par cette opération psychologique ayant comme cible le MHP, aujourd'hui on tente de créer l'image d'un parti dont le leader, l'infrastructure, le cadre et la vision sont problématiques.

D'ailleurs, des personnes qui se déclarent être nationalistes ont même commencé à rêver dès maintenant pour la période qui va succéder Bahçeli. Ce qui est intéressant est qu'une partie de celles-ci ont des contacts étroits avec Bahçeli. Il est à espérer que les rêves de certains de ces noms ne deviennent pas réalité. Sinon, il serait inévitable qu'ils endommagent le Parti, le nationalisme turc et fondamentalement la Turquie. Par conséquent, il faudrait très bien calculer l'exagération excessive et la mise en avant de certains noms "inutiles" au nom de la liquidation de Devlet Bahçeli. Car le besoin en Turquie d'un parti nationaliste au sens propre va se faire ressentir désormais de plus en plus.

Il est à savoir que même si la Turquie passe au système de double parti, le MHP va continuer à exister. Le système a besoin de ce parti dans tous les cas. Le MHP peut devenir à l'avenir le parti noyau ou la puissance motrice d'une composition ou d'une alliance nationaliste et conservatrice avec ses cadres puissants et sa nouvelle restructuration. J'estime qu'il n'est cependant pas nécessaire d'indiquer ici que de nouvelles alliances politiques vont être conçues dans cette conjoncture politique actuelle en Turquie.

La situation actuelle où se trouve la Turquie rend inévitable une pareille formation politique et certaines liquidations dans ce processus de restructuration. L'AKP (Parti de la Justice et du Développement) lui-même a compris cela.

La voie d'éliminer la tension dans le pays et de rendre puissante Ankara dans le nouvel ordre mondial passe par une telle opération. Donc, on juge qu'il est profitable d'évaluer la situation qui apparaît comme un grand déséquilibre en ces derniers temps (à laquelle y est également inclus le "problème kurde") comme l'exercice d'une nouvelle et différente méthode dans la recherche de stabilité à moyen et long terme. Car le nouveau projet de grande Turquie mené et centralisé à Ankara rend cette tournure inévitable.

* Mehmet Seyfettin Erol, maître de conférences

Turquie - Chine - Iran : le nouvel axe



* Haydar Çakmak

Depuis un an, la presse occidentale et israélienne ainsi que les centres de recherche stratégique cherchent un problème dans chaque pas que fait la Turquie à l'étranger surtout après l'attaque des soldats israéliens sur le bateau « Mavi-Marmara » qui s'appretait à forcer le blocus imposé sur la bande Gaza et la crise vécue par la suite. Le fait que la Turquie établisse des relations étroites avec les pays tels que la Russie, les pays arabes, l'Afrique et généralement avec les pays islamiques a entraîné des discussions sur le changement d'axe de la politique extérieure de la Turquie. Désormais, on craint que soit constitué un nouvel axe avec la Chine et l'Iran. Difficile de comprendre cette attitude des Occidentaux. Si la Turquie est si importante pour l'Occident et l'Israël, pourquoi la bouscule-t-on donc continuellement ? D'une part, l'Union européenne ne l'accepte pas en son sein et d'autre part, elle fait des observations sur l'avenir de la Turquie. Ce comportement est contradictoire.

La politique extérieure de la Turquie est basée depuis 1923 sur l'axe de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Toutefois, aussi bien l'Europe que les Etats-Unis, ont considéré cette politique de la Turquie comme une faiblesse et ont tiré profit de la situation. Tandis qu'après la guerre froide, notamment l'Allemagne et la France, grands pays de l'Union Européenne s'étaient prononcés sur le fait que la Turquie ne dispose pas d'une importance stratégique mais ils se sont enfin rendus compte qu'ils s'étaient trompés en raison des événements survenus dans les Balkans et au Caucase. En particulier, les événements et les problèmes tels que le terrorisme international, les querelles ethniques, les ressources et les moyens énergétiques des années 2000 ont fait à ce que l'on se rend compte encore une fois de l'importance de la Turquie.

La Turquie s'est inquiétée après 1990 d'être abandonnée par ses alliés occidentaux. Aucun média occidental ne s'est préoccupé de la situation de la Turquie. Mécontents des récentes évolutions du pays, les pays occidentaux considèrent que la Turquie ne convient pas à leur propre profit et expliquent que la Turquie s'oriente vers une mauvaise direction. Les

manœuvres militaires avec la Chine, l'arrivée des avions de guerres chinois en Turquie via l'Iran, la visite en Turquie du Premier ministre chinois et d'importantes conventions et accords avec la Chine dans l'industrie militaire et commerciale ont conduit à l'inquiétude des dirigeants occidentaux et israéliens. Or, ceci est un souci totalement inutile. La Turquie est un pays occidental, mais elle suit une politique plus précautionneuse et plus intelligente après le traitement qu'elle a subi de ses alliés dans l'après 1990.

La Chine et l'Iran ont d'importantes coopérations politiques, militaires et économiques avec un grand nombre de pays occidentaux, bien plus qu'avec la Turquie. Mais étrangement aucun d'entre eux n'est suspecté d'un changement d'axe. Pourquoi une telle crainte existerait-elle au sujet de la Turquie ? Si cette dernière est aussi importante pour l'Occident et si la désunion de la Turquie de l'Occident n'est pas dans l'intérêt de l'Occident et d'Israël, il semble alors nécessaire et dans l'intérêt général que de nouvelles rencontres officielles aient lieu entre la Turquie et Mme Merkel et M. Sarkozy.

* Prof. Dr. Haydar Çakmak

Kaléidoscope 11

Laisser le temps au temps



* Gül Günver Turan

Développer une institution, lui donner l'élan nécessaire, la renommée qu'elle voudrait atteindre, la développer, la rendre crédible, demande un effort de tous ceux qui la forment et surtout de celui qui l'a fondée. C'est ici en l'occurrence l'affaire de M. Bekir Okan, un industriel venant de l'est de la Turquie, issu d'une famille de grands propriétaires terriens et qui s'est plus tard lancé dans l'industrie et l'hôtellerie. M. Okan est aussi depuis ces onze dernières années dans l'éducation universitaire. Etape par étape l'institutionnalisation s'est faite, et aujourd'hui, voulant lui donner un nouvel élan, l'administration de l'Université a changé de main avec Mme la professeur Şule Kut nommée recteur et avec l'objectif d'en faire une institution reconnue.

C'est ainsi que me voici, après quelques années passées à donner des cours à temps partiel, travaillant à nouveau à plein temps à l'université Okan en temps que directrice de l'école des Sciences appliquées, avec un cursus s'étalant sur quatre années et comprenant six départements l'un plus différent que l'autre. Sport, gastronomie, relations publiques et publicité, comptabilité, systèmes et technologie informatique et finalement tourisme et hotellerie. Travailler avec une équipe jeune et peu expérimentée nécessite plus d'efforts, essayer de développer des relations avec d'autres institutions similaires à l'étranger tout aussi bien qu'en Turquie implique des allées et venues qui prennent beaucoup de temps. Étalée sur trois campus dont le plus grand et nouveau se trouve tout près de l'aéroport Sabiha Gökçen nécessite aussi de traverser toute la ville pour se retrouver dans un « no man's land » où prennent place des cités construites mais pas encore tout à fait habitées. Mais laissons le temps au temps et cela changera et on s'y habituera.

Entre temps l'économie mondiale est toujours sur un « razor's edge ». On parle d'une seconde chute, d'une récession, des taux d'intérêt bien qu'à leurs plus bas niveaux n'arrivant pas à inciter les consommateurs à dépenser et à favoriser une reprise de l'économie. Le Japon, les Etats-Unis sont au premier rang de ceux qui sont encore bien déprimés. Les pays

émergents dont les exportations ont été gravement touchées jouent avec les cours de change et espèrent ainsi y trouver un remède. La dépréciation de leurs monnaies, les interventions faites par les banques centrales ont donné naissance à une crainte de la montée des prix. L'inflation, dormante ces dernières années, semble devenir plus rampante. On parle d'une guerre des devises. Le dollar et l'euro sont conçus comme étant en danger et il y a aujourd'hui une ruée vers l'or, l'argent et autres minéraux. L'indice Thomson Reuters-Jefferies CRB sur les matières premières montre que le prix de l'or a été propulsé à plus de 1300 dollars l'once et que depuis le début de l'année son prix s'est apprécié de près de 30 %. Le prix du baril de pétrole a atteint près de 85 dollars posant un problème pour les pays devant importer leur pétrole.

L'économie turque, elle, est censée se comporter mieux que d'autres mais elle a aussi ses points faibles. Sa monnaie est surévaluée par l'entrée de près de 108 milliards de dollars depuis le début de l'année et le mi septembre. De ces 108 milliards de dollars 70 milliards ont été investis dans la bourse, 30 milliards dans les fonds de trésors et le reste dans les banques. Dans une étude faite par Naki Bakır publiée dans le journal économique Dünya, le 5 octobre, il démontre que pendant ces trois derniers mois la bourse ayant augmenté en valeur de près de 19.9 % alors que la valeur de la lire turque vis à vis le dollar avait apprécié de 7.8%, ceux ayant investi dans la bourse aurait eu un profit de 30 %. 19.9 % dû à la montée de la bourse et ce qu'ils auraient gagné si ils étaient restés en lire turque, c.à.d. leurs investissements en lire turque, et le reste, 11.1 % dû au profit reçu après avoir échangé ses liras turques en dollars.

On parle encore du taux élevé de la croissance mais on oublie que cette croissance est due à l'entrée de ces fonds étrangers, à l'accroissement des importations qui creusent le déficit de la balance commerciale, et de la demande des consommateurs qui est restée forte. Une croissance basée essentiellement sur la consommation des biens importés et domestiques demeure notre point faible.

Laissons encore une fois le temps au temps comme le disait François Mitterand et voyons ou cela nous mènera.

* Prof. Dr. Gül Günver TURAN
Université OKAN

İşbank GmbH : une banque turque à Paris



Sami Koç est à la tête du réseau français d'İşbank GmbH, filiale de la Türkiye İş Bankası SA. Il nous reçoit dans son bureau parisien.

Sami Koç, pouvez-vous nous retracer votre parcours ?

Je suis né en 1972 à Ankara. En raison des missions à Chypre, en Belgique et en Grèce de mon père, diplomate aux ministères des Affaires étrangères, j'ai accompli une grande partie de mes études à l'étranger. J'ai été diplômé à l'université « American Deree College » en 1992. Cette même année, j'ai commencé à travailler à la Türkiye İş Bankası sa, comme Inspecteur, puis Directeur-Adjoint. Finalement, j'ai été promu à la direction de la succursale de İşbank GmbH à Paris.

Pouvez-vous nous parler de İşbank GmbH ?

Banque leader en Turquie, SA Türkiye İş Bankası est convaincue de l'importance du développement d'une activité à l'étranger. Elle a été la première banque turque à ouvrir une succursale à l'étranger. C'est ainsi qu'a été créée dès 1932, à Hambourg, sa première agence. En 1976, elle a ouvert un bureau de représentation à Francfort. Les années suivantes, un réseau d'agences de représentation a été constitué en Allemagne, en Hollande et en Suisse.

C'est en 1992 qu'İşbank GmbH, filiale à 100 % de la Türkiye İş Bankası SA, a été créée à Francfort. Elle est chargée de développer en Europe les activités de notre maison mère. İşbank GmbH est une banque européenne bien implantée avec ses 14 succursales : 11 en Allemagne, 1 en France, 1 en Suisse et une en Hollande. Il est envisagé d'ouvrir très prochainement une implantation en Roumanie et en Bulgarie.

İşbank GmbH connaît depuis ces dernières années un développement rapide. Grâce aux investissements effectués, elle a fortement élargie la gamme de produits qu'elle propose à sa clientèle, tout à fait comparables à ceux offerts par les banques traditionnellement implantées sur le marché européen. Elle dispose d'un atout supplémentaire grâce à ses relations privilégiées avec la Turquie et sa parfaite connaissance de l'économie turque.

Pouvez-vous nous parler de la succursale de Paris et du profil de votre clientèle ?

Notre succursale à Paris a débuté ses activités en 1998, dans le quartier de l'Opéra en plein cœur de Paris et à proximité du quartier de travail très fréquenté par les Turcs. Elle compte une équipe de 9 personnes. Son activité a d'abord été principalement axée sur le transfert de fonds vers la Turquie. C'est ainsi qu'elle a établi sa réputation depuis son ouverture. Toutefois, depuis ces cinq dernières années, nous avons fortement diversifié notre offre en développant des activités de crédit et de dépôt, et assurant 50 % de nos gains grâce aux activités proprement bancaires.

Nous cherchons désormais à élargir notre clientèle notamment aux villes de province de Lyon, Strasbourg et Bordeaux. Par ailleurs, nous souhaitons travailler avec de grandes entreprises internationales.

En Turquie, pendant la crise, on a constaté un glissement de la clientèle des autres banques vers İş Bankası. En a-t-il été de même en France ?

Nos clients peuvent avoir confiance en nous car nous leur offrons une sécurité, une double garantie en cas de problème. D'une part, comme le siège social de İşbank GmbH étant en Allemagne, tous ses clients (y compris ceux de la succursale de Paris) bénéficient de la garantie de l'Etat allemand pour un montant de 50.000 euros par client et de la garantie du fonds d'assurance de l'autorité bancaire allemande plafonnée à 19 238 000 euros par client. D'autre part, ses clients peuvent aussi utiliser la garantie de Türkiye İş Bankası, maison mère de İşbank GmbH et banque fondée par Atatürk. Elle est la plus ancienne et la plus grande banque privée de Turquie. Très solide financièrement, Türkiye İş Bankası répond parfaitement aux exigences internationales en matière de fonds propres.

Êtes-vous une banque chère ?

Qu'est-ce qui est cher, pour qui et pour quoi ? En général, les coûts de transactions bancaires en Europe sont plus élevés qu'en Turquie. En France, notre succursale offre des tarifs plus avantageux que les banques françaises

des dans les domaines où elle est compétitive. Nous cherchons toujours à maximiser la rentabilité de notre clientèle. Et si l'on examine les produits et services, nous sommes plus avantageux dans certains domaines. Par exemple, nous accordons des crédits à des taux très compétitifs



Sami Koç

à nos clients désirant acquérir des biens immobiliers en Turquie, que ce soit à usage privé ou commercial car nous souhaitons progresser dans le financement de l'immobilier en Turquie. Nous précisons aussi que nos tarifs de transfert sont les plus économiques en France. Mais nous ne pouvons pas être le moins cher dans tous les domaines. Nous faisons des choix stratégiques.

Pouvez-vous nous parler des produits que vous présentez à vos clients ?

Nous ouvrons des comptes courants et des comptes d'épargne à taux intéressants. Récemment, nous avons même commencé à vendre des produits de Turkisfund. C'est un produit rémunérateur qui peut assurer un bon rendement. Nous accordons des prêts hypothécaires pour ceux qui veulent acheter un logement en Turquie ou en France. Nous accordons des prêts à la consommation pour permettre à nos clients de satisfaire leurs besoins personnels. Nous répondons également aux demandes de caution pour les locations immobilières. Nous effectuons automatiquement les ordres de paiement réguliers de nos clients en Turquie ou en France. Nous transférons ainsi régulièrement les pensions de nos clients retraités d'institutions ou d'entreprises françaises, sur leurs comptes en Turquie. Enfin, nous facilitons les formalités pour nos clients qui souhaitent ouvrir un compte auprès de n'importe quelle succursale de Türkiye İş Bankası. Nous sommes fiers d'offrir des services bancaires efficaces aux sociétés établies en France et en Turquie pour leurs transactions internationales.

* Sophie Clément

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455



Signature d'un partenariat commercial turco-américain

Lundi 4 octobre, les Etats-Unis et la Turquie ont inauguré leur premier bureau commercial. Implanté au coeur du centre des affaires internationales de la mégapole turque, il devrait promouvoir le commerce et les investissements entre Istanbul et l'État de New York. Ally Ayşe Gündüz sera à la tête de ce bureau, dix-septième partenariat de ce type conclu par les Etats-Unis dans le monde.

La mise en place de ce bureau répond à la nouvelle politique économique de la Maison Blanche, son objectif étant de doubler le volume de ses exportations dans les cinq années à venir.

Dans ce contexte, la Turquie s'avère être un partenaire économique stratégique. Si l'on s'en réfère aux chiffres du bureau exécutif du Président Obama, les investissements



Charles Bartoldus, Murat Yalçıntaş, Samuel Natapoff, Skott Frederic Kilher, Erman Tuncer

directs à l'étranger des États-Unis en Turquie ont avoisiné les 6,1 milliards de dollars US en 2008. Et alors que la crise économique et financière a ralenti le volume des échanges commerciaux, les chiffres du premier semestre de l'année 2010 sont encourageants. Les exportations de la Turquie vers les États-Unis ont augmenté de 12,9 %, celles des États-Unis vers la Turquie ont progressé de 51,5 % par rapport à la même période en 2009. « La Turquie a très peu été touchée par la crise économique mondiale. En concluant ce partenariat avec elle, nous devrions mieux surmonter ces temps difficiles économiquement parlant », espère Charles Bartoldus, attaché à la Sécurité intérieure de l'État de New York, il ajoute, « nous avons sûrement des choses à apprendre de ce pays ».

* Hélène Guillaume

À l'origine de ce projet, la rencontre entre la chambre de commerce d'Istanbul et l'équipe de David Paterson, gouverneur de l'État de New York, en mai 2009. « À la suite de notre entretien, nous avons observé que les échanges commerciaux entre la Turquie et les États-Unis souffraient d'un manque de connaissance réciproque entre les deux partenaires », explique Murat Yalçıntaş, président de la chambre de commerce d'Istanbul. Ce bureau commercial devrait donc palier à ce problème et faire office d'intermédiaire entre les entreprises américaines et turques. « Nous assistons à un moment historique où la nature des relations entre la Turquie et les États-Unis change », affirme Murat Yalçıntaş, « de rapports essentiellement dominés par le volet militaire nous sommes passés aujourd'hui à des échanges plus centrés sur les volets économiques et commerciaux ».

Les deux partenaires souhaitent surtout renforcer leur collaboration dans les trois secteurs économiques suivants : les nanotechnologies, l'industrie alimentaire et l'industrie des énergies renouvelables. Grâce à ce partenariat, la Turquie profiterait de la technique de l'État de New York, à la pointe des hautes technologies. Les États-Unis, eux, devraient trouver de nouveaux débouchés pour leur commerce sur le marché sémoulé et peut-être même au-delà, dans la région environnante. « La Turquie est le quinzième partenaire commercial de l'État de New York. Grâce à ce bureau, nous espérons faire évoluer nos relations réciproques pour que la Turquie se situe dans les cinq premiers partenaires de l'État de New York », conclut Charles Bartoldus.

Vestel : l'entreprise la plus écologique d'Europe

Selon Turan Erdoğan, directeur chargé de l'exportation chez Vestel, « pour la première moitié de l'année, les exportations de Vestel ont augmenté de 22 % par rapport à la même période en 2009. Cette hausse

porte le volume des exportations à 974 millions de dollars à ce moment de l'année. On prévoit un volume global des exportations équivalent à 2,4 milliards de dollars à la fin de 2010. La vente de produits technologiques représente 70 % de nos exportations. Au 1er juillet, mise à part l'Europe, qui est notre marché principal, nous avons gagné des parts de marché en Russie, au Moyen Orient, en Afrique et



en Inde également. Nous prévoyons une croissance constante pour les cinq prochaines années.» Dans le rayon électro-ménager, Vestel est l'entreprise la plus écologique d'Europe. Ce continent est d'ailleurs

son marché principal, il représente 80% du total de ses exportations. L'entreprise qui siège à Manisa représente aujourd'hui 15 % du marché européen. Lancée depuis 1975, Vestel s'était fixé l'objectif de conquérir le marché de 105 pays. Elle exporte aujourd'hui dans 103 pays à travers le monde, seuls 2 pays ciblés manquent aujourd'hui à l'appel. Pour combien de temps encore ?

Alain Juppé prône un nouveau modèle de développement

Alain Juppé, Premier Ministre français entre 1995 et 1997 et Ministre d'État en charge de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables de mai à juin 2007, s'est rendu en Turquie au mois d'octobre. Il a donné une conférence consacrée au développement durable à l'université de Galatasaray. Voici les principaux points évoqués.

« Il faut inventer un nouveau modèle de développement »

Notre modèle de croissance est né lors de la première révolution industrielle. C'est une économie du jetable qui ne tient absolument pas compte du respect de l'environnement. Nous gaspillons trop d'énergie. Nous devons inventer un nouveau modèle de développement qui nous apprenne à vivre, à consommer et à nous déplacer autrement. Il comprend trois volets écologique, social et économique.



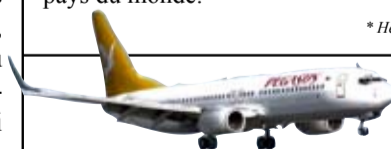
« Des politiques publiques environnementales à tous les échelons »

Le développement durable doit intéresser les politiques publiques aux échelons planétaire, régional et local. Au niveau planétaire, il faut créer une organisation mondiale pour l'environnement, où chacun des pays disposerait d'une voie calculée en fonction d'un système de pondération. La Chine, deuxième puissance économique mondiale, ne devrait pas avoir la même voie qu'un pays pauvre qui ne pollue pas. Or c'est ce qui c'est passé lors de la conférence de Copenhague. Ce système ne peut pas fonctionner.

« Des exemples d'initiatives écologiques »

Des initiatives écologiques fleurissent dans différentes régions du monde, c'est positif. L'Union européenne a adopté le pacte « climat énergie » prévoyant de réduire de 20 % sa consommation de gaz à effet de serre d'ici à 2020. La Chine est le leader mondial de l'énergie photovoltaïque et progresse dans l'énergie éolienne. Elle construit des barrages et prévoit surtout de moderniser les centrales à charbon, qui produisent 70 % de l'énergie du pays. Il faut poursuivre ces efforts et adapter nos réponses aux différents pays du monde.

* Hélène Guillaume



Pegasus - gel du prix du billet à 5TL

Pegasus Airlines propose pour la première fois dans le monde à ses clients de fixer le prix de leur billet pour 5 TL au cours de la réservation. Cette opération s'applique aux voyages domestiques et voyages à l'étranger. Elle est valable une seule fois sur les billets en promotion, 2 fois pour les billets à prix standard. Plus d'informations sur <http://www.flypgs.com/fr/>.

Vitis Vinifera

« œnophile »



* Ayhan Cöner

Mon intérêt pour le vin et la culture viticole a débuté dans les années 1990 par le fait que la cave à vin de l'Hôtel Lausanne Palace me soit confiée.

J'ai constaté que, pendant les ventes aux enchères réalisées les week-ends au restaurant de l'hôtel, les bouteilles de vins de collections trouvaient des acheteurs à des prix astronomiques. Cela m'a poussé à entreprendre des recherches sur la culture viticole. J'étais grandement surpris lorsque j'ai compris que le vin était l'un des piliers de la nutrition comme le sont l'huile d'olive, le pain ou le poisson de la période antique.

La viticulture et surtout l'industrie viticole enregistrent une croissance rapide dans le nouveau millénaire du point de vue des applications scientifiques. Les anciens producteurs ne connaissent pas les techniques de production de nos jours. Toutefois, l'expérience des 7000 ans dans la production de vin reste le plus grand héritage qui existe. Bien que les amateurs de vin ne soient pas des vigneron, des sommeliers ou des œnologues, ils s'approprient cet héritage du fait de leur amour pour le vin et la culture viticole. On les appelle communément les « œnophiles ». Le vin est produit avec intelligence, science et expérience. Nous pouvons le retrouver à l'époque polythéiste et dans presque toutes les époques historiques de notre pays, soit dans une partie d'un tombeau gravé en marbre, soit dans un dessin mural ou encore dans un relief ; il s'agit alors de motifs sur lesquels il y a dans les mains d'un homme d'une part un bouquet d'épis et d'autre part des cornes de fertilité garnies avec une généreuse grappe de raisins. En dépit de tout son passé historique exotérique, un grand nombre de facteurs que nous mettons en relief avant et après avoir bu le vin peuvent même dépasser parfois le plaisir que nous prenons en le buvant !

Bien que l'on parle peu de ces derniers, ce sont les vigneron qui influencent le plus la qualité du vin. Sans eux, il ne peut être question de vin. L'histoire du vin s'étend sur plusieurs milliers d'années. Il a pu s'implanter sur de nouvelles terres et tout cela a été en gagnant le cœur des propriétaires de ces terres. On note aujourd'hui une augmentation sérieuse également du nombre des œnophiles turcs dû notamment au soutien sérieux ces dernières années des producteurs de vins en boutique en Turquie. C'est d'ailleurs l'un des cinq premiers pays au monde avec sa surface viticole d'environ de 590 000 hectares. Dans mon article du mois de décembre, je désire partager avec vous les histoires qui sont à l'ombre de la mise en bouteille du vin. Avec mes amitiés...

* Ayhan Cöner, Responsable catering pour la société Turkish Do&Co

Sarkozy – Merkel : l'économie du « Je t'aime, moi non plus » (Suite de la page 1)

Quand on pense à Nicolas Sarkozy, une seule idée nous vient en tête : Rupture. Changement. Réformes. Il se voulait l'homme de la réforme, c'était le thème de sa campagne présidentielle. Puis ses ambitions sont devenues plus mondiales : avec la dernière crise économique, c'est le capitalisme financier international qu'il faut désormais réformer. En Europe, il voulait une gouvernance économique de la zone euro coordonnée, un véritable rapprochement des politiques économiques et budgétaires des seize pays utilisant la monnaie unique. Début Juin 2010, la ministre de l'économie et des finances, Christine Lagarde a appelé à « un mécanisme de gouvernement économique permettant d'être une véritable zone économique et monétaire, grâce à des instances de mise en œuvre et de respect des politiques ». Réformer et renforcer la gestion de l'eurogroupe devaient donc passer par l'institutionnalisation de rencontres entre les chefs d'Etats et de gouvernements, et l'instauration d'un secrétariat permanent... présidé par Sarkozy lui-même.

Mais c'était sans compter sur la rigueur d'Angela Merkel ! Lors de la réunion bilatérale entre les deux chefs d'Etat le 14 Juin dernier, la chancelière allemande n'a pas cédé : le gouvernement économique de l'Europe nécessite un accord des 27, et ne peut être réduit aux 16 membres de l'Eurogroupe. Merkel se défend de jouer la carte de la simplicité institutionnelle : rajouter une instance pour l'eurogroupe serait ajouter à la confusion, et réduirait la crédibilité des institutions communautaires existantes. De plus, cette mesure risquerait de créer « une Europe à deux vitesses », une ligne de fracture entre « des membres de première et de deuxième classe ». Afin d'assurer un gouvernement économique fort en Europe, il faut « agir de manière pragmatique et opérationnelle », en réservant les ren-

contres des seize en cas de « problème », explique la chancelière.

Selon Jacques Delors, « l'Allemagne ignore la notion de coopération renforcée, et les différences entre l'Union Economique et Monétaire, et l'Union Européenne. » Mais ce qu'on lui reproche dans le fond, c'est de vouloir limiter l'influence sarkozienne ! Restreindre son rayonnement sur un eurogroupe, dont la majorité des membres sont méditerranéens, et nettement plus dépensiers qu'au Nord. En Allemagne, on pointe une « hégémonie française » : trois Français - N. Sarkozy, JL Trichet et D. Strauss Khan - auraient forcé la main de la chancelière allemande, pour qu'elle accepte le plan de stabilisation européen de 700 milliards d'euros, et le renflouement des pays du Sud avec l'aide de la Banque Centrale Européenne.

Scènes de ménages franco-allemandes : les finances, un sujet qui fâche

Angela Merkel s'était dans un premier temps opposée au plan d'aide à la Grèce, refusant que la tolérance budgétaire de certains pays n'affecte la compétitivité mondiale de l'euro. Pour ce pays à tradition de rigueur budgétaire, le laxisme n'a pas sa place en Europe. En pleine crise financière, Merkel s'oppose au fonds commun de recapitalisation des banques européennes, proposé par son homologue français fin 2008. Face à la crise de l'euro, la première dame allemande souhaite renforcer le Pacte de Stabilité et de Croissance, quitte à modifier les traités de l'UE. Alors que Washington et Paris veulent stimuler la demande pour soutenir la reprise de la croissance économique, Berlin prône la rigueur et l'assainissement des finances publiques... quitte à retirer les droits de vote au Conseil Européen pour les pays laxistes en matière budgétaire ! Nouvelle pomme de discorde pour le couple franco-allemand, cette discipline budgétaire, malgré le concert européen de plans d'austérité pour faire face à l'endettement et à la crise. Merkel, chancelière d'un pays à culture de stabilité économique, se dit l'avocate d'une « consolidation durable des budgets et finances publiques ». En France, on ne tardera pas à lui reprocher que son plan d'austérité risque de freiner considérablement la croissance européenne, encore

fragile. Histoire de rajouter une couche aux critiques de la politique économique allemande ! L'Allemagne serait égoïste, trop centrée sur ses intérêts, et manquerait de solidarité envers ses voisins européens. Ce à quoi les Allemands répondront que, premiers contributeurs nets de l'Europe avec 100 euros par an et par habitant, ils refusent une communauté de transfert qui soutiendrait financièrement les autres membres irresponsables. « Les vannes budgétaires ne sont pas ouvertes pour toujours » prévenait Jörg Asmussen, le secrétaire d'Etat allemand aux finances en Juin 2009. En France, toutes les occasions sont bonnes pour critiquer la politique allemande fondée sur la maîtrise des coûts salariaux et les exportations, profitant de la demande de ses voisins. Modèle que Mme Lagarde jugeait en Mars 2010 « non adapté et en déséquilibre avec la zone euro ».

Mais finalement, ces disputes franco-allemandes ne proviendraient-elles pas de deux modèles économiques différents ? Suite à la réunification, l'Allemagne connaît une dégradation de sa compétitivité considérable, qu'elle s'efforcera de regagner grâce à de faibles revalorisations salariales et des investissements de grande envergure. Alors que l'Allemagne « diagnostique un problème d'Offre, la France persiste avec une politique Keynésienne de soutien à la Demande » explique l'économiste Jean François Jamet. En effet, l'Allemagne cherche à booster ses exportations, et la France adopte des mesures favorisant la demande intérieure, comme les fameuses « 35 heures ».

Un couple sur la même longueur d'ondes...

Tous ces exemples d'opposition et de désaccords entre les deux dirigeants sont, selon Elisabeth Guigou, membre du Parti Socialiste, le signe d'une « dégradation inquiétante des relations franco-allemandes ». Sans aller aussi loin, il nous faut néanmoins reconnaître que Sarkozy et Merkel se trouvent davantage aujourd'hui dans une logique de compétition, plutôt que d'une coopération qui entrainerait l'Europe dans le sillage franco-allemand.

Lors des conférences internationales, le Président et la Chancelière semblent pourtant être sur la même longueur d'onde, particulièrement en ce qui concerne la refonte du capitalisme mondial. Au sommet du G20 d'avril 2009, le couple franco-allemand avait affiché une unité de vue sur la nécessité d'une régulation de la finance mondiale. Fin Juin à Toronto, ils avaient, selon Sarkozy, parlé « d'une seule voix » pour présenter leur projet de taxation bancaire et financière... tout en sachant très bien que l'impôt bancaire était déjà exclu de l'agenda du G20 ! « Unité grâce au populisme », « manifestation d'unité forcée », « accords de façade »... les critiques pleuvent sur ce « couple froid, qui derrière la chaleur apparente, est dépourvu de projet commun ambitieux » (Les Echos, 22/07/10). On leur reproche de vouloir paraître unis pour rassurer les marchés et les

banques qui hésitent à se prêter entre elles, face aux montants colossaux de la dette publique européenne. Mais l'annulation de la rencontre bilatérale du 7 Juin dernier révèle que les priorités allemandes ne sont plus françaises, et le compromis trouvé sur la gouvernance économique de l'UE sera interprété comme une victoire de Merkel sur son homologue français.

...Ou une concurrence pour dominer le jeu européen ?

Derrière ces accords de façade, il est facile d'interpréter ces divergences comme une concurrence pour dominer le jeu européen. Car en effet, la réunification a mis fin à l'équilibre franco-allemand en Europe, et le rapport de force change au profit de l'Allemagne. Première puissance économique d'Europe, l'Allemagne portait jusqu'alors le poids diplomatique de la guerre et Berlin se trouvait en zone occupée, tandis que la France possédait l'arme nucléaire et disposait d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais une fois réunifiée, la République Fédérale prend conscience de sa position de force en tant que nouveau centre européen. Commence alors le processus l'élargissement vers l'Est, la zone d'influence naturelle d'une l'Allemagne qui gagne en autonomie et en affirmation. Gilbert Casaus écrivait dans l'hebdomadaire Marianne du 22 Juin 2010 : « Aujourd'hui, l'Allemagne a moins besoin de la France pour s'imposer politiquement sur la scène européenne et mondiale, que la France a besoin de l'Allemagne pour maintenir, voire améliorer sa situation économique. » La France s'en retrouve donc « nainisée », s'efforçant de limiter l'influence allemande sur le jeu européen, tout en cherchant à étendre sa propre zone d'influence sur les pays du Sud. D'où son projet d'Union pour la Méditerranée en Juillet 2008... évidemment refusé par une Merkel irritée, sous prétexte de ne pas diviser les 27. Ce nouveau rapport de force condamne bien trop souvent Sarkozy au suivisme, forcé de composer avec l'Allemagne plutôt que d'imposer ses positions... et donc renoncer à ses réformes !

Un moteur franco-allemand en panne : quel avenir pour l'Europe ?

Alors que Sarkozy et Merkel manquent de terrain d'entente, la difficile concertation laisse craindre un ralentissement pour la construction de l'UE. Les plus optimistes, tel Jacques Lang, avanceront que l'Histoire de l'Europe s'est faite par crises. Et si la viabilité de l'axe franco-allemand revient sans cesse sur le tapis, les divergences n'auront jamais donné lieu à une rupture du dialogue, forçant plutôt les dirigeants à une meilleure coordination pour avancer. Cependant, Valéry Giscard d'Estaing juge cette évolution critique car « il n'y a pas d'alternative au couple franco-allemand ». 79 % des Français et la même proportion d'Allemands reconnaissent aujourd'hui que le moteur franco-allemand est indispensable à l'Europe. Aussi, afin de ne pas menacer les réalisations symboliques des couples précédents, Sarkozy et Merkel doivent apprendre à dépasser les accords de façade pour rechercher une véritable volonté partagée. Gouvernance économique de l'Europe veut dire échanges, harmonisation et stratégies communes afin de raviver l'enthousiasme des citoyens pour la construction européenne.

* Anne Didier



Herkes için e-posta pazarlama



30 günlük ücretsiz kullanım

- Maxiposta, ürün ve hizmetlerinizi kolay, hızlı ve ekonomik tanıtır,
- Hedef kitlenize göre tanıtımlarınızı kişiselleştirir,
- Gönderilerinizin sonuçlarını izler ve ölçümler,
- Müşteri memnuniyetini artırır.

Maxiposta®

Yeni Nesil İletişim Platformu
Tel: (0216) 349 21 42 www.maxiposta.net

Tahsin Burcuoğlu :

(Suite de la page 1)

l'agitation peut s'intensifier dans les milieux arméniens ; certes le gouvernement français, y compris le Président Nicolas Sarkozy, s'est engagé envers la Turquie à ce sujet. Nous pensons que cet engagement serait respecté. »

« Auparavant, les rapports entre la Turquie et la France étaient très différents. Nos relations diplomatiques étaient gelées, ce qui s'est répercuté sur nos relations militaires. Mais à présent, cette époque est révolue », explique Tahsin Burcuoğlu. A notre question « La tension est-elle finalement tombée entre les deux pays ? », il déclare : « Oui. C'est normal. L'attitude de la France est plus mesurée en ce qui concerne le sujet turco-arménien. Il est inacceptable que la Turquie voit ses rapports avec un autre pays mis sous tensions, en raison de l'intrusion d'un sujet qui est tiers à leurs relations. En l'occurrence, nous considérons que le problème arménien est un élément étranger aux relations franco-turques. Certes, il y a une communauté arménienne en France, implantée depuis des années. Mais il ne faut pas oublier une chose, c'est qu'il y a aussi des Turcs, et en nombre au moins égal à celui des Arméniens. Les Turcs sont intégrés à la vie de la France. Il y a environ une centaine d'élus turcs qui remplissent des fonctions de maire et il y aura à l'avenir des députés et des sénateurs turcs. » Rappelons que Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée Nationale, s'est prononcé dans un rapport d'expertise en disant que le parlement renonce à réinterpréter l'histoire. Il y indiquait que c'était la tâche des historiens.

Un autre point abordé lors de notre entrevue avec Monsieur l'ambassadeur portait sur les relations commerciales entre les deux pays. Il a déclaré : « Selon les chiffres récemment publiés, au cours de ces huit premiers mois de l'année 2010, le volume des échanges commerciaux entre la France et la Turquie s'élève à 7,5 milliards d'euros. Ces chiffres sont en hausse de 16 à 17 % par rapport à la même période de l'année dernière. » D'autre part, S.E. Burcuoğlu se plaint de l'insuffisance des investissements turcs en France sachant qu'il y a des employeurs turcs installés et organisés en France en petites et moyennes entreprises. Il a ensuite ajouté : « Actuellement, on peut trouver ici les produits de tous les secteurs économiques de Turquie. Néanmoins, il y a un manque de firmes turques susceptibles d'assurer un grand nombre d'emplois dans le secteur industriel. Le plus grand obstacle étant la législation de l'Union Européenne et les difficultés que rencontrent les hommes d'affaires turcs pour obtenir leur permis de séjour et de travail. » Les Français accordent chaque année en quantité croissante des visas touristiques et d'affaires aux citoyens turcs. L'augmentation des liaisons aériennes et la quantité de touristes des deux pays en témoignent

d'ailleurs. En plus, la Turquie et la France envisagent de créer une joint-venture d'entreprises venues de ces deux pays, en vue d'investir ensemble dans un pays tiers.

Une large part des propos de Tahsin Burcuoğlu a porté sur la fructueuse et énergique politique étrangère de la Turquie en France. « Ce qui prouve que la Turquie a son mot à dire partout dans le monde, c'est qu'on nous consulte à propos d'Israël, de l'Iran, de la Syrie, de l'Irak, de la Géorgie, de l'Arménie, de l'Afghanistan, du Soudan, de Somalie et des Balkans. Alors qu'auparavant, on procédait à des consultations sur des sujets comme Chypre, l'Union Européenne et le gazoduc Nabucco et sur les relations turco-grecques. Maintenant, on nous consulte sur des problématiques concernant le monde entier car nous avons

des idées et des études effectuées sur chaque sujet. Désormais, nous contribuons aux règles du jeu internationales. Si transparence signifie démocratie, il doit en être de même partout. Actuellement, il y a toujours cinq pays membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU alors qu'environ 190 pays y sont membres. Si l'un des cinq membres permanents du

Conseil de Sécurité émet un veto sur une décision, elle est rejetée, même si les 190 disaient oui, elle ne pourrait être entérinée. Peut-on parler ici de démocratie ? A ce niveau, je puis dire qu'on commet une erreur. Économiquement parlant aussi, il y a des concepts comme la puissance émergente. L'année prochaine, la Turquie dépassera économiquement la Hollande et deviendra la 16ème puissance économique mondiale. A titre d'exemple, nous sommes le 12ème partenaire commercial de la France parmi tous ses autres partenaires qui sont les 26 autres pays de l'Union Européenne, la Chine, l'Inde, l'Amérique, la Russie, le Japon, la Corée et le Brésil notamment. En d'autres termes, le commerce franco-turc constitue 1,5 % du commerce extérieur français. »

Revenant sur la politique étrangère de la Turquie en France, il

explique : « Sur bien des plans, nous avons des points communs avec la France ; notre politique étrangère chevauche la sienne, elles se superposent l'une à l'autre. Par exemple, nous avons joué un rôle au Moyen-Orient entre Israël et la Syrie qui s'est brusquement interrompu à cause de l'attaque israélienne à la bande de Gaza. Maintenant le Président Sarkozy a désigné Le Secrétaire Général de l'Académie Diplomatique Internationale comme représentant spécial sur le front Syrie-Israël qui va se rendre en Turquie pour des consultations. Apparemment, les relations franco-turques se déploient ici encore, on peut dire que la politique étrangère de la Turquie, persévérante et énergique, a été efficace. »

Apparemment, les relations franco-turques se déploient ici encore, on peut dire que la politique étrangère de la Turquie, persévérante et énergique, a été efficace. »

* Tuğçe Kayar, Merve Peker et Selan Uçar

L'histoire fascinante de l'hôtel de Lamballe, la résidence de la Turquie en France

Fin 2009 est paru, pour le magazine Connaissance des Arts, un hors série concernant l'hôtel de Lamballe, actuelle résidence de l'ambassadeur de la Turquie en France. Cet ouvrage, particulièrement bien documenté et magnifiquement illustré, nous fait découvrir l'histoire extraordinaire de cette demeure, devenue aujourd'hui l'écrin d'un héritage diplomatique.

L'ouvrage intitulé L'Hôtel de Lamballe, la résidence de la Turquie en France, écrit par Carole Vantroys, journaliste, commence par la brève narration de cette amitié si ancienne et des liens entretenus entre les deux peuples, tant au niveau politique que littéraire ou artistique.

Construit au XVII^e siècle, à Passy, l'hôtel est acheté en 1653 par Claude Chahu, conseiller du roi. Les différents propriétaires qui s'y succèdent lui ajoutent chacun

leur touche personnelle, comme la salle de billard de François Berthelot, riche financier. Les plus hautes personnalités de la cour viennent visiter ce palais de campagne (Passy ne fait alors pas encore partie de Paris).

En 1784, la princesse de Lamballe acquiert la demeure, pour la modique somme de cent dix mille livres. Le « cher cœur » de la reine Marie-Antoinette souhaite en effet fuir la cour et ses intrigues, et trouve à Passy le remède à ses crises d'anxiété. Elle s'y trouve également ainsi plus proche de

Finalement, l'hôtel est mis sous séquestre lors de la mort de la princesse en septembre 1792, dont le corps fut dépecé par la foule et la tête, promenée au bout d'une pique. La demeure accueille différents occupants avant de devenir en 1846 la clinique psychiatrique cinq étoiles du docteur Blanche.

Celui-ci y soigne « toute l'élite de l'aliénation mentale », du poète Gérard de Nerval au stambouliote Ismail Bey, en passant par Juliette Grévy, sœur du futur président de

la République, ou encore Charles Gounod, illustre musicien. Y sont organisés des dîners philosophiques, artistiques, ou les personnes saines et malades se mêlent. Guy de Maupassant sera l'un des derniers patients de la clinique. Il y meurt en juillet 1893, peu avant la mort du docteur Blanche lui-même.

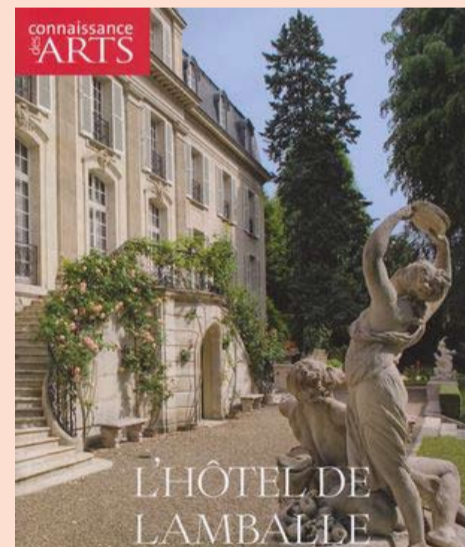
En 1922, la propriété est rachetée par André de Limur, pilote de guerre et diplomate. Sa femme, Ethel née Crocker, est américaine, et confie la restauration du palais de Lamballe à l'architecte Jacques Gréber. Celui-ci découvre alors que la demeure est sur le point de s'écrouler. Elle est donc rasée, et reconstruite à l'identique, mais cette fois-ci en pierre de taille. La comtesse Ethel de Limur espère meubler et décorer le nouveau bâtiment tel qu'il l'était à l'origine, et dans ce but, ne ménage ni ses efforts ni son argent, se sentant moins propriétaire que « dépositaire de cette demeure chargée d'histoire ».

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, alors que Jacques de Limur rejoint De Gaulle à Londres, c'est son frère, Jean, qui s'installe dans le château. Il y reçoit des amis acteurs, et c'est dans cette demeure que Danielle Darrieux fera la connaissance de son futur mari le dominicain Porfirio Rubirosa. À la libération, André de Limur vient retrouver son frère à l'hôtel de Lamballe, et en ouvre les portes au général Eisenhower qui y établit son quartier général.

Enfin, en 1946, la noble demeure est louée puis rachetée par la Turquie qui y installe son ambassade, grâce à l'insistance de Nevin Menemencioglu, fille du ministre des Affaires étrangères turc d'alors. Nevin y passera d'ailleurs toute sa vie, en tant qu'attachée culturelle de l'ambassade.

Aujourd'hui encore, on ne cesse d'admirer cette magnifique demeure à l'histoire si fascinante, et l'on ne peut que se réjouir qu'elle continue à être ce qu'elle a toujours été : un théâtre de la vie politique et culturelle parisienne, française et internationale.

* Camille Longépé



Les tensions dans les relations franco-turques : « une époque désormais révolue »

« L'important est de savoir gérer ses vieux démons »

Fusun Türkmen est Maître de conférences à l'université de Galatasaray. Elle a dirigé la rédaction du livre « Turquie, Europe : Le retour des nationalismes ? » paru en 2010. Elle répond à nos questions.

Vous évoquez le retour des nationalismes en Turquie et en Europe. De quand date ce phénomène ? Quelles en sont les causes ?

Il y a deux tournants qui marquent le retour des nationalismes. Tout d'abord, la fin de la Guerre Froide a mis fin à l'emprise des idéologies. Les instincts d'appartenance ethnique et d'appartenance nationale, jusque-là réprimés par les idéologies, ont fait un retour en force. Observez par exemple l'histoire des Balkans et la tragédie yougoslave. Le nationalisme serbe, jusqu'alors tenu sous l'emprise d'une Yougoslavie fédérale socialiste, a mis le pays à feu et à sang avec l'arrivée de Milošević. La fin de la Guerre Froide a aussi débouché sur le développement de la mondialisation. La libération des systèmes politiques et économiques a à son tour provoqué des réactions nationalistes. Une décennie plus tard, un nouveau phénomène vient s'ajouter à ce tableau. Ce sont les attaques du 11 septembre 2001, deuxième cause du retour des nationalismes. Un « nouvel ennemi » s'est profilé à l'horizon, c'est l'Autre, le musulman. On se rend compte de plus en plus, surtout en Europe, que depuis, il y a une légitimation politique des nationalismes sous couvert de craintes devant le terrorisme. D'un côté, les grandes institutions européennes et surtout le Conseil de l'Europe ont tout de suite pris position en affirmant que la lutte contre le terrorisme ne devrait pas nécessairement conduire à la violation des droits de l'individu. Mais d'un autre côté, nous voyons les politiciens s'emparer de cette carte à cœur joie. C'est le cas en Hollande, en France ou ailleurs.

Les nationalismes ont-ils fait leur retour conjointement en Europe et en Turquie ou bien leur apparition en Europe a-t-elle précédé leur retour en Turquie ?

Le retour des nationalismes était un phénomène plutôt global, des Balkans aux pays africains, on a pu constater des conflits ethniques. Mais en Turquie, le tournant date plutôt du début du XXI^e. Lorsque dans les années 2000, la candidature de la Turquie à l'Union Européenne a été approuvée et officialisée, des cercles se sont formés en réaction. Ils ont commencé à manipuler la carte nationaliste pour résister à cette éventuelle adhésion, soit en utilisant le prétexte de Chypre, cause nationale, soit en mettant en avant la potentielle perte de

souveraineté nationale. Ils avançaient que l'Union Européenne allait obtenir de plus en plus de droits de regard sur la législation domestique et allait mettre en péril les valeurs traditionnelles du pays etc. Au fond, ce sont les élites dirigeantes qui ont eu peur de perdre leurs prérogatives, leurs privilèges de toujours.

Pouvez-vous nous parler de la nature de ce nouveau nationalisme en Turquie ?

Examinons ce nouveau nationalisme en Turquie sous l'angle de la continuité et du changement. Tout d'abord, il faut rappeler que le nationalisme a toujours été un facteur important dans la vie politique turque, et cela depuis la fondation de la république. Ce jeune pays qui venait de naître des cendres d'un vieil empire démantelé, pour survivre, a développé un noyau dur. Ce nationalisme était délibérément exacerbé pour que le peuple puisse acquérir une conscience d'identité nationale. Prenez par exemple ces légendes sur l'origine du peuple turc. Mais ce nationalisme était pro-occidental. L'objectif d'Atatürk avait toujours été d'arriver au même niveau que la civilisation occidentale. C'est lui qui, en tant que grand visionnaire, s'est allié aux puissances occidentales contre lesquelles il s'était battu pendant la guerre d'Indépendance. Puis, pendant la Guerre Froide, ce nationalisme s'est surtout manifesté sous forme d'anti-communisme. Il y a eu une polarisation très violente entre les factions nationalistes et d'extrême gauche, ce qui a mené à l'intervention militaire de 1980. Mais tout ça s'était un peu dilué avec la fin de la Guerre Froide. Voilà ensuite que se profile à l'horizon un deus ex machina, c'est l'Union Européenne. C'est alors qu'apparaît le néo-nationalisme au début des années 2000. Mais il est important de préciser que ce néo-nationalisme est anti-occidental. En cela, il est différent du nationalisme classique turc de l'époque d'Atatürk. Dans ce bloc anti-occidental, il y a une composante anti-européenne tenue plutôt par les nationalistes purs et durs, qui dénonce l'Union Européenne. Et il y a aussi une composante anti-américaine tenue par les nationalistes d'extrême gau-

che. Ils trouvent un terrain à exploiter, eux qui ont toujours été anti-occidentaux, anti-impérialistes. Donc voilà deux forces qui se joignent. Aujourd'hui encore, selon des sondages de qualité, les Turcs émergent comme la nation la plus anti-américaine du monde. Cette réaction est démesurée. On frise là l'irrationnel ! Qu'est-ce qui oppose la Turquie et les Etats-Unis finalement ? Il faut se souvenir que ces deux pays ont entretenu une alliance stratégique



assez importante durant le XX^e qui, mise à part quelques épisodes, a plutôt bien fonctionné.

Soulignons enfin le rôle qu'ont eu les médias en Turquie dans le retour des nationalismes, surtout à partir de 1990 et du début de la privatisation du monde médiatique. Même les médias de « main stream », qui a priori ne sont pas idéologisés, ont cravaché le nationalisme parce que ça se vend bien ! Par exemple, après que les Etats-Unis ont envahi l'Irak, des romans populaires dont le thème principal traitait d'une guerre fictive entre les Etats-Unis et la Turquie, ont été publiés.

Ces nationalismes vont-ils perdurer en Europe et en Turquie ?

Il est difficile de faire une projection. Ça dépend aussi bien de la conjoncture internationale que des facteurs socio-économiques qui vont déterminer les politiques des gouvernements. En Turquie, surtout depuis deux ou trois années, le gouvernement turc fait des progrès en matière de démocratisation. Il mène une politique étrangère de plus en plus universelle, qui s'ouvre vers les régions aussi bien avoisinantes que lointaines. Et bien que l'Europe soit de plus en plus sceptique à une adhésion turque, les réformes ont continué. D'ailleurs, le résultat du dernier re-

ferendum est un pas de plus fait vers la démocratie, qui, à son tour, cause l'essoufflement du nationalisme turc. Il n'est plus aussi intense qu'il y a quelques années. En cela, l'affaire Ergenekon et le jugement de ce groupe de nationalistes est significatif. Le fait qu'ils aient été traduits en justice, même si cela n'a pas encore abouti, joue un rôle dans l'endiguement du nouveau nationalisme turc. Les choses se calment, se rééquilibrent. Au contraire, en Europe et peut-être plus en France, il y a cette crispation devant l'immigration des personnes provenant des pays en voie de développement. Une grande démocratie est bien ancrée dans tous les pays d'Europe. Mais cela n'empêche pas les vieux instincts de refaire surface, au moins au niveau des discours et des politiques quotidiennes des gouvernements. Les crises économiques contribuent aussi beaucoup à ce genre de mouvements nationalistes. Voyez le nazisme en Allemagne. Il est monté grâce à cette hyper-inflation de l'après Première Guerre Mondiale à l'époque où une michette de pain coûtait 2,5 millions de marks. En Europe, il y a quand même des valeurs universelles contemporaines qu'on ne peut désormais pas mettre de côté. L'important est qu'elle fasse taire ses vieux démons. C'est la façon dont vous traitez vos vieux démons qui fait de vous une entité démocratique authentique et contemporaine.

Quelle est l'attitude à adopter pour endiguer ces nationalismes en Europe et en Turquie ?

Dans un sens, il faut une gestion générale des nationalismes car tout est mutuel et interconnecté. Dans un autre sens, la gestion des nationalismes en Turquie et en Europe est différente. Elle passe par la démocratisation en Turquie, qui est en très bonne voie aujourd'hui, malgré des hauts et des bas. En Europe, la gestion des nationalismes passe par l'économie et aussi par le maintien de la tradition démocratique. Les politiciens ne devraient quand même pas la sacrifier à des calculs politiques et à une courte vision des choses. L'Europe a encore beaucoup à apprendre au reste du monde quant aux droits de l'Homme. N'oublions pas qu'elle est le berceau de la démocratie. Et c'est le régime régional des droits de l'Homme qui marche le mieux. Voyez l'efficacité de sa Cour Européenne des Droits de l'Homme. L'Europe va traverser des moments difficiles mais ce n'est qu'une phase. Enfin, l'endiguement des nationalismes en Europe doit aussi, et surtout, passer par l'ouverture. Je parle du dialogue de l'Europe avec le monde islamique. Ce n'est pas en l'excluant et en formant l'Europe forteresse qu'elle va résoudre le problème. Plus elle se ferme, plus elle va se crispier, plus elle va s'endurcir. L'ouverture est absolument essentielle. C'est pour ça que la Turquie représente une perche tendue à l'Europe dans ce sens-là. Si elle la saisit, elle va mettre fin à cette légende du conflit des civilisations. Si elle la repousse, ce sera un cercle vicieux dont elle se sortira très difficilement. Tout est une question de frontières, plus vous les abolissez, mieux ça vaut.

* Propos recueillis par
Hélène Guillaume

De plus en plus, en Europe, il y a une légitimation politique des nationalismes sous couvert de craintes devant le terrorisme.

PREMIUM LIFE

Designed by
DICE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Bulletin d'abonnement

12 numéros : 50 € Turquie 25 € France 70 € Europe Version PDF : 30 €

En Turquie le kit de 25 exemplaires pour les 11 numéros 450 €, le kit de 50 exemplaires 700 €

A l'étranger le kit de 25 exemplaires pour les 11 numéros 650 €, le kit de 50 exemplaires 900 €

Envoyez un mail : altinfos@gmail.com

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 B.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tel: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com
Les Éditions CVMag 37, rue d'Hauteville 75010 Paris

alt 67

Société Générale et « Journal intime d'une banque en crise »

Mardi 5 octobre, Jérôme Kerviel ancien trader de Société Générale a été condamné à trois ans de prison ferme, mais aussi à rembourser les 4,9 milliards d'euros perdus par sa banque. Mais ce que la Société Générale n'avait pas mentionné, c'est que la banque avait pu récupérer des assurances l'équivalent de 1,5 milliards d'euros. En tout cas, il semble clair que l'ancien trader ne paiera jamais cette somme car avec son salaire actuel, il lui faudrait 177 536 ans pour le remboursement. Plus étonnant encore, la justice française qui vient de condamner Jérôme Kerviel l'accuse aussi de mettre en danger le système financier mondial. Cette décision a été accueillie avec l'ironie par l'opinion publique car loin de sanctionner le système à la base de cette dérive, elle condamne une seule personne, Jérôme Kerviel, un simple trader qui a certes commis des fautes mais seulement il n'est pas le seul. Et les dirigeants de la Société Générale ? Ils ont été écartés de leur poste, mais ils n'encourent aucune poursuite et ne risquent pas non plus des condamnations comme en fait l'objet Jérôme Kerviel. Rappelons qu'il était indiqué que les 50 milliards d'euros qu'avait joués Kerviel en Bourse étaient quatre fois la perte annuelle de la Sécurité Sociale française ou encore représentaient le produit intérieur brut (PIB) du Maroc.

Parallèlement à l'annonce de la condamnation de Jérôme Kerviel sortait un livre dans lequel Hugues Le Bret, ancien directeur de la communication de la Société Générale, proche de l'ex-président de la banque Daniel Bouton raconte l'affaire Kerviel. Voici un extrait publié dans la presse. [1]

(...)

Au bout d'un long moment, alors que les éléments arrivent de plus en plus nombreux, Jérôme demande à aller aux toilettes. Jean-Pierre croise le regard de son directeur de cabinet avec la même angoisse, celle du suicide. Ils ont connaissance du texto où Jérôme parlait de se jeter sous le train. Jean-Pierre décide de l'accompagner.

Ils traversent la salle de marchés vide, ensemble : « Tu sais Jérôme, je suis là pour t'aider, mais il faudrait que tu fasses un effort.

(...)

L'Elysée, tenu à l'écart de la fraude Daniel appelle ensuite l'Elysée. Il tombe sur l'un des plus proches conseillers du président, qui découvre le sujet. Ce dernier s'étonne : « Comment avez-vous pensé qu'il ne fallait pas prévenir le président ? » Daniel lui explique son raisonnement. La discussion en reste là. Mais pour l'Elysée, c'est une faute originelle. Un crime de lèse-président. Nous allons apprendre à nos dépens que c'est une situation inacceptable pour un homme élu sept mois auparavant avec 53 % des voix. Je suis seul dans mon bureau. Je pense à Daniel Bouton et à Nicolas Sarkozy. C'était mon conseil de ne pas l'appeler. Le gouverneur de la Banque de France et le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont été d'accord. Nous avons évité la fuite, mais choqué l'Elysée. L'après-crise sera d'autant plus dure à gérer. (...) En privé, le pouvoir se lâche sur Daniel. Nicolas Sarkozy réagit en politique, et en animal de pouvoir, sans prendre en compte la dimension financière de ses propos. (...) Il ne réagit pas en homme d'Etat qui chercherait à préserver l'une des grandes banques du pays en équilibre sur un fil, mais en homme humilié d'avoir été écarté de la gestion de la crise. Il en fait une affaire personnelle.

(...)

Lundi 19 mai, le président de la République se rend à pied au Pavillon Gabriel, sur l'avenue du même nom, à deux pas de l'Elysée. Il se rend à l'invitation de Vincent Bolloré, l'homme du yacht d'après le second tour des présidentielles. C'est le dixième anniversaire de la Fondation de la deuxième chance.

Nicolas Sarkozy se lance dans un discours improvisé devant plusieurs centaines de patrons, cadres dirigeants, cabinets-conseils et avocats sur le volontarisme, la rupture et la méthode de la réforme. Il fustige le conservatisme des chefs d'entreprise en matière de recrutement et rappelle son opposition personnelle aux parachutes dorés et aux retraites chapeaux.

Evidemment, il cogne à nouveau sur Daniel : « Quand le président d'une banque qu'on ne nommera pas connaît le sinistre que l'on sait, qu'il n'en tire pas immédiatement les leçons me scandalise. » C'est une idée fixe. Son seul

pardon sera la vengeance. Nicolas Sarkozy ne se remet pas d'avoir été tenu à l'écart par Daniel.

(...)

La menace externe

La dépêche tombe le matin : BNP Paribas « réfléchit à une offre d'achat sur la Société générale ».

Quelques minutes plus tard, le site Internet des Echos précise que BNP travaille activement sur le sujet depuis une semaine et s'est entourée de banquiers-conseils, « selon une source proche ».

En langage décodé, cela signifie qu'un porte-parole de la banque a confirmé l'information off the record. L'article ajoute que « le président de BNP s'est rendu à l'Elysée récemment où il a été reçu sur le sujet par le secrétaire général et le conseiller économique ».

Tout le monde sait que la BNP Paribas a un dossier permanent sur la Société générale depuis l'offensive ratée de 1999 et qu'à la moindre occasion, ils tenteront le passage à l'acte. La fenêtre de tir est inespérée : la banque n'a jamais été aussi déstabilisée. La réputation de la direction est en miettes, la valorisation de la banque en Bourse a plongé, les clients s'interrogent, les salariés sont atteints. Cerise sur le gâteau, Michel Pébereau, le président de BNP Paribas, est proche de l'Elysée. (...) Les équipes et agences de communication de BNP Paribas continuent de cogner sur la banque. Ils espèrent gâcher l'augmentation de capital, faire douter les investisseurs. Elles font circuler des notes aux journalistes et comparent leurs performances à celle de la Société générale..., y compris sur des activités non exercées par cette dernière ! Leurs méthodes sont tellement grossières que certains journalistes se retournent. Plusieurs m'en parlent.

Le jour même de la publication des résultats de BNP, le rédacteur en chef de La Tribune (...) a le courage de publier un article intitulé « La solidarité fait place à la conspiration à Paris ». Il ne le fait pas que par amitié pour moi, bien que nous ayons débuté au même poste de journaliste dans le même journal, mais parce que ses équipes et lui, comme les autres rédactions, sont exaspérés par un tel manque de finesse. (...)

Je connais aussi l'animosité de Claude Bébéar à l'égard de Daniel. Nous l'avons eu en face en 1999 quand il avait orchestré l'OPA de la BNP sur Paribas et la Société générale. Je connais ses méthodes de l'intérieur. Tacti-

quement, avant d'attaquer pour tuer, Claude Bébéar commence par rencontrer ses proies lors de face-à-face très « amicaux ». Il s'arrange pour que la date et le lieu de la rencontre soient visibles.

Côté pile, M. Hyde profite de ce moment d'approche pour observer le gibier naïf, acquiescer sa confiance, le pousser à lui dévoiler ses faiblesses au fil de l'entrevue, sans s'en rendre compte. Aussitôt après, Claude Bébéar et [l'agence de communication] DGM choisissent un point d'attaque et pilonnent.

Pour Daniel Bouton, ils avaient choisi l'arrogance et le thème du cerveau supérieur, sujets à des dérapages incontrôlés. Les images fournies aux journalistes étaient toutes prêtes : « Une formule 1 qui fait des sorties de route, une Ferrari avec des freins de 2 CV », etc. Le connaissant golfeur, ils le firent passer pour un dilettante.

Claude Bébéar activa ensuite tous ses réseaux, plaçant au bon moment la petite phrase malveillante au hasard des conversations, tout en précisant bien qu'il s'agissait d'une confidence que son interlocuteur devait absolument garder pour lui...

Ainsi vont les rumeurs à Paris, se bâtissent et se détruisent les réputations.

(...)

La chute de Daniel Bouton

Daniel est de taille moyenne. Il est assez mal fagoté : ses pantalons sont ceinturés au-dessus de son nombril. Ses cravates sont moches. Son ventre rondlet, mais encore dur, donne des plis à ses vestes. Ses costumes rayés, unis ou à grands carreaux jurent avec ses chemises. Ses lunettes sont banales, carrées et sans monture, son cou est rentré, ses épaules, sans relief. Il a de petites mains agiles qui pincent rapidement les pages de ses dossiers. Il écrit en revanche lentement, d'une écriture haute et réfléchie. Ses lettres ressemblent à celles d'un élève de quatrième. Sa voix est rauque et lente. Ses phrases, toujours construites, manquent de spontanéité.

Daniel est un patron. Il sait trancher. C'est un dur, un décideur dans ses tripes. Il ne se trompe que quatre fois sur dix. A l'aune de la mondialisation financière, cela vaut beaucoup d'argent : il gagne en salaire fixe 85 smic. En variable, c'est le double. (...) Daniel est assis sur son lit d'hôtel, le regard vide. Il a ôté ses souliers, enlevé sa cravate, qui est tombée sur la moquette. Il n'a pas eu la force de la ramasser.

Sa veste est sur le fauteuil. Ses dossiers mal rangés. Son emploi du temps du lendemain,

froissé dans sa poche. Il attrape son mobile, tente de l'allumer, mais il est aussi déchargé que lui. Il prend alors le combiné de sa chambre, compose le 9 pour sortir, et tape mon numéro, comme chaque soir.

Sa voix est sombre, elle manque de vigueur, les silences sont longs : « Désolé de vous appeler si tard... » Il s'arrête pour reprendre son souffle, soupire : « J'ai raté le créneau habituel de 19 heures... Comment... comment est la presse aujourd'hui ? » Je ne l'ai jamais entendu si faiblement, je serre le combiné contre mon oreille et laisse passer des silences qui me paraissent éternels avant de meubler la conversation. (...)

Contrairement à son habitude, Daniel ne me coupe pas, il me laisse défiler mes notes. Je m'arrête : « Et nos investisseurs ?

– Aujourd'hui, ils ont été gentils...

– Gentils ???

– Oui... peu de questions...

– Pas de nouveaux angles, pas d'inquiétudes ?

– Je... je ne sais plus...

Je m'étrangle en ligne. Je pense à un gag... Mais ce n'est pas le genre de Daniel. Je marque une pause, prend une voix douce et interroge le président : « Et vous Daniel, comment allez-vous ?

– Je vais b... bien... – Vous êtes sûr ?

– Dites aux journalistes que je suis en pleine forme...

– Daniel, vous vous sentez comment ?

– Je... je vais manger mon plateau-repas dans ma chambre... Et puis je vais avaler mes petites pilules...

– ???

– Pour faire un gros dodo...

– ?!?

– Demain je serai en pleine forme...

– Bonne nuit, Daniel...

[1] La semaine où Jérôme Kerviel a failli faire sauter le système financier mondial, Hugues Le Bret, Les Arènes

Extrait publié dans Le Monde, 6 octobre 2010, p. 20.



**LE DEPARTEMENT
INFORMATIQUE
DE VOTRE ÉTABLISSEMENT**

Tél : 90 216 325 82 62
Email : marmara@marmara.net



www.marmara.net

La Turquie dans l'UE : « La balle est de votre côté » (Kouchner)

Lors d'une visite officielle à Ankara mardi 12 octobre, le ministre français des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, a exhorté la Turquie à avancer dans la voie des réformes en vue de l'ouverture de nouveaux chapitres de négociations avec l'Union Européenne, affirmant : « la balle est de votre côté ». Au cours d'une journée marathon ponctuée par d'une visite à son homologue Ahmet Davutoğlu et de brefs entretiens avec le Premier ministre Erdoğan et le Président Gül, il a inauguré les nouveaux locaux du lycée français Charles de Gaulle et de l'Institut français d'Ankara. S'exprimant au cours d'une conférence de presse avec son homologue Ahmet Davutoğlu, le ministre français a déclaré que le chapitre sur la concurrence « devrait pouvoir être ouvert avant la fin de l'année », et celui sur la politique sociale et l'emploi « l'an prochain ». Quant au troisième, sur la réforme des marchés publics, « il ne devrait pas poser de problème ». Mais « il faut qu'un certain nombre de réformes soient accomplies par votre pays, afin que ces trois chapitres puissent être ouverts, et d'abord la concurrence », a-t-il déclaré. « Pour le moment, la balle est de votre côté. » La France, tout comme l'Allemagne, n'est pas favorable à une adhésion de la Turquie à l'UE et prône un « partenariat privilégié » pour ce pays musulman de 73 millions d'habitants. M. Kouchner s'est contenté de dire à ce propos : « Vous connaissez la position de la France ». Ouvertes en 2005, les négociations d'adhésion de la Turquie ne progressent qu'au



De gauche à droite Bernard Kouchner, Ahmet Davutoğlu, Tahsin Burcuğlu, Bernard Emié

compte-goutte, en raison du blocage persistant d'un grand nombre de chapitres thématiques liés notamment à la non reconnaissance par Ankara de la partie grecque (sud) de Chypre, membre de l'UE depuis 2004. M. Davutoğlu a alors répondu sans détour : « On nous rappelle régulièrement cet obstacle à l'adhésion que représente Chypre alors qu'aucun obstacle de la sorte n'avait jamais été mis sur la route d'un pays candidat à l'adhésion. Cet obstacle enjambé, nous pouvons alors clore tous les chapitres d'ici deux ans. Malheureusement, nos appels restent sans réponses ». Toujours sur le front européen, le ministre turc a indiqué avoir « demandé à la France la libéralisation des visas » pour les Turcs,

« Il faut qu'un certain nombre de réformes soient accomplies par la Turquie. »

à l'instar des pays des Balkans, candidats à l'UE. Il a appelé l'UE à « appliquer la procédure balkanique à la Turquie, ni plus, ni moins ». La Turquie milite en faveur de l'abrogation des visas d'entrée dans l'UE, arguant que cela permettrait de faciliter les relations d'affaires. MM. Davutoğlu et Kouchner ont en outre exprimé leur volonté de combattre les mouvements terroristes, en lutte armée contre les forces régulières turques, et dont de nombreux sympathisants sont installés en Europe. « Nous sommes d'accord pour lutter ensemble contre ces mouvements », a souligné le ministre turc. « Ce combat sera mené fermement » par les deux pays, a renchéri M. Kouchner. Les homologues

français et turc ont exprimé leur volonté de « travailler conjointement sur les questions africaines » et de développer une stratégie commune dans « le domaine de l'énergie pour lequel les intérêts de la Turquie et de la France convergent », a déclaré M. Davutoğlu.

Interrogé sur une prochaine visite en Turquie du président français Nicolas Sarkozy, M. Kouchner a répondu : « Plutôt au début de l'année prochaine ». Le ministre français a inauguré les nouveaux bâtiments du lycée Charles de Gaulle d'Ankara avant de s'entretenir brièvement à huis clos avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et le président Abdullah Gül.

Inaugurations du lycée Charles de Gaulle et de l'Institut français d'Ankara

En fin de matinée, les ministres des affaires étrangères français et turcs ont inauguré le lycée francophone Charles de Gaulle. « Je suis persuadé qu'apprendre le français très jeune à l'école est une force pour la jeunesse de notre pays », a affirmé Ahmet Davutoğlu. Bernard Kouchner a particulièrement salué le travail de l'équipe de Bernard Emié, ambassadeur de France en Turquie, mais également « le personnel enseignant qui fait l'image extraordinaire des lycées français à l'étranger ». Il s'est enfin félicité, lors de la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux de l'Institut français d'Ankara, que le réseau de près de 1000 instituts et des alliances françaises à l'étranger soit le plus dense au monde.

* Fabien Fougère

La globalisation et la Turquie en transformation

(Suite de la page 1)

Je peux décrire mon livre comme un essai de photographies multidimensionnelles, que j'espère obtenir en prolongeant la durée de l'obturation. J'ai rédigé ce livre en me référant à de nombreuses sources et de façon à apporter une approche générale aux sujets susceptibles d'intéresser tout un chacun.

La Turquie, membre du Conseil de l'Europe depuis 1949, a fait preuve de dépendance à l'égard des États-Unis d'Amérique durant les périodes 1946-47 jusqu'en 1964. Membre de l'OCDE depuis 1948, la Turquie a envoyé des soldats au Corée le 17 septembre 1950, et est devenue membre de l'OTAN le 18 février 1952. Par ailleurs, comme on peut le voir dans les exemples du Pacte de Bagdad (24 février 1955), de l'Organisation CENTO (1959) et de la Doctrine d'Eisenhower (1957), la Turquie a toujours été aux côtés de l'Occident, soit dans les alliances auxquelles elle a fait partie, soit en donnant l'autorisation d'utiliser les bases dans son territoire lors de l'attaque américaine contre le Liban.

La République turque est un État moderne fondé sur les cendres de l'Empire ottoman. Bien que ces dernières années, d'abord à l'époque de Turgut Özal, et ensuite dans le cadre des politiques extérieures du trio Erdoğan-Gül-Davutoğlu, on parle beaucoup à l'Occident de la naissance d'un néo-ottomanisme ; en réalité le nouvel État dont le fondateur est Mustafa Kemal n'a été à aucun moment de son existence expansionniste. C'est la raison pour laquelle, le néo-ottomanisme serait, dans un sens,

une définition un peu trop facile, et voire même une mauvaise interprétation.

Le célèbre « choc des civilisations » de Washington est un conflit qui n'existait pas en réalité mais que l'on a essayé de créer. Dans le cadre de mes critiques à propos des interventions américaines en Irak et en Afghanistan, même s'il est impossible de reconnaître que les régimes qui y existaient préalablement n'étaient pas irréprochables, j'ai essayé démontrer que les problèmes de régime que rencontraient ces pays auraient pu être résolus par des méthodes plus modernes et civilisées.

A première vue, il est possible de dire que dans un monde qui se développe et qui se globalise, la Turquie aussi se développe et se transforme. Il est vrai que beaucoup de choses changent ; le nombre des outils électroniques, le nombre des automobiles, la population, la structure sociale, etc. Ces changements sont facilement visibles depuis l'étranger, et les grands États du monde soulignent avant tout l'aspect économique du changement. Ces États semblent en effet vouloir le développement d'une économie de marché conforme à leurs propres intérêts, où règne la libre concurrence. Autrement dit, ils préfèrent les structures politiques qui ne contreviennent pas à leurs buts stratégiques.

« A Washington, la direction des relations stratégiques bilatérales plutôt traditionnelles semble se tourner sur le rôle de la Turquie ». Ces mots d'Ian Lesser, spécialiste en sciences politiques et célèbre chercheur

de German Marshall Fund confirment notre thèse. Lesser ajoute que les spécialistes de Turquie à Washington ne sont pas aussi nombreux que l'on croirait en regardant de l'extérieur. Leur nombre est même insuffisant. Il est vraiment impossible de ne pas être d'accord avec cette idée. A ce propos, ma conviction est telle que les personnes se considérant comme « spécialistes de Turquie » dans ces pays qui ont une certaine influence sur les politiques mondiales, seraient des personnes qui n'ont pas vécu en Turquie, ne serait-ce que pour une petite durée. Ils ne connaissent donc pas sa langue, ses traditions, ses mœurs, et surtout l'histoire de sa République. De même, ces personnes perçoivent en général les causes et les conséquences de la Guerre d'Indépendance en se référant aux idées des historiens engagés.

La Turquie se différencie, tant par sa position géographique, que par son passé, que par la perception de ses citoyens, leur façon de vivre et leur comportements. Lorsque l'on essaie d'appliquer les décisions prises à des dizaines de milliers de kilomètres, même si certains les comprennent, ces décisions ne peuvent pas être entièrement mises en application. Bien sûr que les décisions des pays puissants, prises autour des tables, ont trouvé des champs d'application à toutes les périodes de l'histoire mais le monde change, se globalise et les pays cherchent à se faire de nouvelles places.

Le prix de cette recherche de positionnement n'est pas facile à payer.

La conséquence est évidente. Ce sont des méthodes que l'ensemble du monde de l'Islam refuse et qui font remarquer que le monde moderne ne veut plus de forces agressives. Dans les années 1970, on a vécu le syndrome du Vietnam. Et maintenant, nous avons le syndrome d'Irak-Afghanistan dont personne ne connaît la fin. D'autre part, il ne faut pas oublier le problème du régime d'Iran dont on n'aperçoit pas l'issue, et qui s'ajoute au problème déjà existant de Cuba. Tout cela constitue en réalité des problèmes unilatéraux nés de cette théorie. A terme, diviser le monde en plusieurs camps autour de deux ou trois religions ne serait pas dans l'intérêt de l'Occident, car il en résulterait des hostilités qui dureraient des centaines d'années.

Vue de cette perspective, la politique extérieure de Davutoğlu n'est pas si différente de celle d'İsmail Cem ou d'İhsan Çaglayangil. En se confirmant, la jeune République turque dispose désormais d'une politique extérieure dont les lignes directrices sont déterminées. L'Occident qui préfère la stabilité et le pouvoir de mono parti, sera obligé d'accepter « une politique extérieure »... la pérennité de « la paix dans le pays et de la paix dans le monde ».

Mais avec un manque important !

* Dr. Hüseyin Latif,
Directeur de la publication

Bu yazının Türkçe orijinalini okuyunuz
www.ajournalturquie.com

Une histoire d'Istanbul par le romancier Selim İleri



Selim İleri sur la scène dans le théâtre Yıldız

Selim İleri, romancier turc, écrit avec un prodigieux besoin de décrire la nature, une nostalgie profonde, mais aussi une joie de vivre. Ce qui me frappe en avançant dans sa lecture, c'est son effort surhumain pour attraper et rappeler le passé qui se heurte

au présent. En tous cas je suis contente de pouvoir écrire mon premier article sur un écrivain dont j'admire les œuvres. C'est toujours plaisant de découvrir İstanbul par ses phrases qui éveillent toute la mélancolie, la passion pour la nature, la curiosité sur les temps passés. Ce jour-là j'étais prête à ressentir tout cela, avec les autres participants

du voyage culturel d'Antonina, organisé chaque semaine; mais cette fois-ci par sa présence et non par la lecture de ses livres. Il nous a fait redécouvrir İstanbul par d'autres écrivains, par des légendes et par ses souvenirs ce dimanche là.

Le voyage a commencé à Yıldız Parkı, l'un de plus grands parcs urbains d'Istanbul. En marchant à l'intérieur du parc, Selim İleri nous expliquait pourquoi celui-ci jouait un rôle important dans sa vie. Selim İleri étant toujours touché par la nature; il regardait avec admiration les nénuphars dans le lac artificiel, une famille d'écureuils, les serres – appelées le jardin d'hiver – pas très équipées et qui se chauffaient par des poêles, les violettes africaines, un arbre de camélia qui n'existent plus maintenant. J'apprends que le plus ancien camélia d'Istanbul qui existait depuis à peu près un siècle, se trouve dans une serre à Maslak et qui est toujours en bonne santé. C'est d'ailleurs Abdülhamid II, le sultan de l'Empire ottoman, qui l'a planté.

Pour mieux entrer dans le monde ottoman il fallait goûter la boza, la boisson d'hiver populaire en Turquie.

Le palais de Yıldız se trouve dans le parc et il a été construit vers la fin de 19^e siècle pour le sultan Abdülhamid II. On apprend par Selim İleri que le sultan avait déménagé de Dolmabahçe à Yıldız, à cause de sa grande peur des attaques maritimes. Abdülhamid avait également fait

construire en 1889 le théâtre de Yıldız, après avoir ruiné l'écurie qui occupait cette place auparavant.

Selim İleri, assis sur la scène, a commencé par nous décrire l'ambiance de ces jours là : une audience et surtout un sultan passionné par le théâtre et l'opéra qui regarde à la fois la comédienne de théâtre française, Sarah Bernhardt, à la fois Ernest Coquelin qui jouent les pièces de théâtre de Molière. Ou bien La traviata, Le bal masqué, Le Barbier de Séville, La belle Hélène, La mascotte qui sont joués à la demande du sultan. Il était

alors interdit de regarder les opéras le dos tourné au sultan, qui assistait à la pièce depuis sa loge haut perchée dans le fond du théâtre. C'eut été considéré comme un signe d'impolitesse.

Une des scènes d'*Afife*, le film biographique d'Afife Jale, la première femme turque à revendiquer sa vocation pour les planches, a été tourné sur la scène du théâtre de Yıldız. Rappelons que le cinéma et le théâtre étaient à cette époque interdits aux femmes musulmanes. Afife Jale en avait payé les conséquences : décriée par l'opinion publique, elle a avait été arrêtée et violente. C'est une des raisons pour lesquelles Selim İleri, scénariste du film, avait choisi cet endroit pour illustrer la censure en vigueur à l'époque.

Le musée du Palais de Yıldız couvre les pièces significatives comme les notes originales d'*Aïda*, l'opéra de Verdi commandé pour l'inauguration du canal de Suez (Verdi avait envoyé les notes originales pour la fille d'Abdülhamid qui était passionnée par l'opéra mais qui n'avait pas la permission d'y aller).

Après le départ de Yıldız, on est venu à Kabataş pour prendre le bateau afin de connaître le mode de vie au Bosphore. Le Bosphore a inspiré de diverses manières la poésie de l'empire ottoman et la littérature moderne. Selim İleri nous parle des romanciers qui

ont décrit le Bosphore par ordre chronologique; et commence par Yahya Kemal qui est le premier auteur moderne au début de la République. Grâce aux lectures fait par İleri, j'ai eu l'occasion de comparer le Bosphore de cette époque et ce qui est maintenant sous mes yeux. "Quand tu passes d'un quartier à un autre, c'est comme si tu passais d'une étoile à une autre", écrit Yahya Kemal. Avec les descriptions des autres romanciers, on se rend compte que les bâtiments font disparaître la nature de plus en plus. Les célèbres fraises d'Arnavutköy ne sont plus cultivées, la prairie à Beykoz n'existe plus.

Le mode de vie du Bosphore était différent à cette époque : la coutume des riverains du Bosphore était de regarder le clair de lune accompagnée par les joueurs de saz, ces luths à manches longs, dans des canots. Cela a duré jusqu'aux années 40, époque où le Bosphore a perdu son importance de par sa difficulté de protéger l'architecture en bois et la création de nouveaux quartiers plus modernes comme Bostancı, Florya, Caddebostan. Avec les rénovations des villas en bois et l'ouverture de restaurants et de cafés pétillants au bord de la mer, le Bosphore est devenu attractif aujourd'hui. Notre 3^e arrêt était à Rejans, le restaurant russe à Beyoğlu qui témoigne de l'histoire des années 1930 à nos jours. Non seulement de Beyoğlu, mais aussi l'histoire des russes qui ont influencé la haute société d'Istanbul et le mode de vie des turcs à jamais. Il est difficile de survivre à İstanbul pour un restaurant puisque tout change chaque jour. İleri, avec mélancolie, déclare : "Ils sont loin de mon coeur les centres commerciaux, les villas du Bosphore, les nouveaux quartiers qui émergent depuis 20 ans". C'est pour cela qu'il a un sacré respect pour Rejans comme pour tous les endroits qui ont su conserver leur identité.



İleri nous raconte par la suite les cinémas avec ses souvenirs : les salles obscures comme Lale, Yeni Melek, Emek, Saray, Atlas illustraient la belle époque des films avec Marlon Brando, Eva Gardner, Elizabeth Taylor, Gina Lollobrigida. Ces salles de cinémas faisaient aussi office de salles de concerts. Salvatore Adamo avait notamment donné un concert dans la salle d'Atlas.

On termine la journée à Yakup, avec le prix de meilleure taverne, le symbole d'Asmalı Mescit. C'est là bas que j'ai posé mes questions à Selim İleri :



Quand Selim İleri parle des cinémas d'Istanbul à Rejans

Vous avez parlé des coutumes, des traditions d'Istanbul. Cette mélancolie et la nostalgie existe toujours pour cette ville selon vous ?

Quand on parle d'Istanbul c'est normal qu'il y ait une nostalgie, un romantisme puisque depuis quelques années, İstanbul change. En comparaison à Paris, à Rome, à Vienne, İstanbul dispose d'une histoire bien plus riche mais peine à préserver son patrimoine architectural. Il est clair qu'à Paris, les bâtiments sont construits dans le respect de normes par rapport à la tour Eiffel. Ce n'est pas le cas ici.

Malgré tous les bâtiments déstructurés, vous êtes toujours inspiré par l'atmosphère urbaine. D'où cela vous vient ?

Je pense que c'est İstanbul, elle-même avec son passé et son présent qui me donne cette inspiration. İstanbul est une ville avec plein de miracles : une église ou une synagogue au coin de la rue ou une fontaine qui datent des années 1500.

Qu'est-ce que vous pensez des auteurs français qui décrivent İstanbul ?

Je ne comprends pas ceux qui n'aiment pas Pierre Loti, ce qu'il a écrit sur İstanbul est remarquable. Lamartine et Nerval sont des autres auteurs que j'apprécie également beaucoup.

Est-ce qu'une fleur symbolise İstanbul pour vous ?

Oui, le magnolia, le lilas et le coquelicot (même si ça n'existe plus maintenant puis qu'il n'y a plus de prairie).

* Tuğçe Kayar

La Boza est une boisson ancienne d'origine mésopotamienne, vieille de 8000 à 9000 ans. Les Turcs ont introduit la boisson au 13^e siècle. La boza produite à cette époque était aigre et contenait de petites quantités d'alcool. Au 17^e siècle, le sultan Mehmed IV interdit la consommation de boissons alcoolisées, y compris la boza, dans l'Empire ottoman. Après environ 200 années, la boza douce et non-alcoolisée albanaise est devenue la boisson la plus populaire.

Antonina Turizm

Antonina Turizm organise chaque semaine des voyages littéraires accompagnés par un auteur, des voyages culturelles accompagnés par un guide. Antonina nous fait découvrir les endroits intéressants en Turquie et aussi à l'étranger.

Agenda des événements culturels au lycée Notre-Dame-de-Sion - Novembre 2010



Mardi 2 novembre à 19h30. Concert de tango interprété par Orchestra'Sion.

L'orchestre de NDS est né d'une rencontre entre un pianiste et chef d'orchestre turc Orçun Orçunsel et cet établissement francophone. Il a donné ses premiers concerts en 2008. Aux vues des succès connus lors des concerts, des mécènes ont soutenu le talent des musiciens. L'orchestre de NDS a officiellement pris le nom d'Orchestra'Sion depuis 2010.



Jeudi 11 novembre à 19h30.

Concert de chansons françaises interprétées par la musicienne Ajda Ahu Giray. Diplômée du lycée de Galatasaray et de l'Université de Boğaziçi, cette

jeune femme a décroché un diplôme à l'Ecole Nationale de Musique de Villeurbanne en 2008. Au programme de la soirée : des reprises de Léo Ferré, de Charles Aznavour, d'Edith Piaf et bien d'autres. Elle chantera en plus ses compositions personnelles en français et en turc.

Mardi 23 novembre à 19h30. Concert de musique classique joué par le groupe Trio Wanderer.

Créé en 1987, le Trio est aujourd'hui internationalement reconnu comme l'une des meilleures formations de musique de chambre. Il s'est produit sur les grandes scènes et dans de prestigieux festivals. Le groupe a aussi reçu de nombreuses récompenses. En 2009, il s'est vu décerner pour la troisième fois (précédemment en 1997 et 2000), la Victoire de la Musique du meilleur ensemble instrumental de l'année.

Un morceau de sucre pour un vœu exaucé

Ce matin-là, les gens se pressent pour monter à bord du vapour en partance pour l'île de Büyükkada. Deux fois par an, le 23 avril et le 24 septembre, des milliers de personnes font un pèlerinage au monastère de Aya Yorgi (Saint-Georges), situé au sommet de la troisième des îles aux Princes. Musulmans ou chrétiens orthodoxes, des personnes de toutes confessions

font ce trajet pour prier Saint-Georges. Ils lui demandent une nouvelle maison, un travail, un mari ou une femme... A peine arrivés sur l'île, la course au bonheur commence. Les pèlerins s'adonnent à une succession de rituels censés décupler leurs chances de voir leurs vœux réalisés.

Sur la place de Lunapark, au pied du sentier abrupt menant au monastère, ils font une halte devant des étals colorés. Ils se procurent des couronnes de fleurs, des porte-bonheurs « pour la voiture », « pour le travail », « pour la santé », « pour le bébé »... et font au passage la joie des commerçants. Chose plus curieuse, certains achètent même des bobines de fils à coudre qu'ils déroulent ensuite le long du sentier. Une fois arrivés au sommet de la colline, à 202 mètres d'altitude, si le fil ne s'est pas brisé, ces pèlerins peuvent être



sereins. Ils entrent dans le monastère sous de bons augures. Le moment de la prière est enfin venu. Mais comment savoir quels souhaits seront exaucés ? La réponse se trouve contre un mur accolé au bâtiment principal. Les pèlerins se livrent à l'ultime rituel. A tour de rôle, ils essaient de coller, tant bien que mal, un morceau de sucre

contre ce mur. Un sucre fixé signifie une prière exaucée. Les quelques malheureux qui n'ont pas réussi peuvent toujours se consoler en admirant la vue, assis sur le rebord d'une murette surplombant la colline.

Les plus chanceux se verront même offrir des bonbons et des turlunbas avant de redescendre en direction de l'embarcadere. Ce pèlerinage, qu'il soit fait par pure dévotion, par superstition ou par simple curiosité, vaut la peine d'être vécu. La promenade d'une trentaine de minutes est très plaisante. Tantôt elle s'enfonce au cœur de la pinède, tantôt elle découvre une vue surprenante sur la mer, les autres îles aux Princes et au loin, la ville d'Istanbul. C'est une journée de détente, d'immersion en pleine nature, avec à la clé un souhait peut-être réalisé.

* Hélène Guillaume
Photo: Aramis Kalay

Le 47^e festival international du film de l'Orange d'or récompense la nouvelle génération

Les jeunes cinéastes turcs ont rafflé la mise lors de la 47^e édition du festival international de l'Orange d'or du 9 au 14 octobre, à Antalya. 14 films concouraient cette année sous le thème « le cinéma et l'interaction communautaire ». Atila Dorsay, critique de cinéma et membre du jury, fait état de quelques-uns de ses coups de cœur et aussi d'un coup de gueule :

« D'une manière générale, je crois que je peux affirmer au nom du jury que ce festival a célébré le renouvellement du cinéma turc. On assiste actuellement à l'émergence d'une nouvelle génération de metteurs en scène, de scénaristes mais aussi d'acteurs. Nous avons eu beaucoup de difficultés à départager les œuvres mais l'Orange d'Or a finalement été décerné au film Çoğunluk (« majorité » en turc), de Seren Yüce. Ce film, qui apporte un regard sociologique sur la Turquie contemporaine combiné à un cinéma fluide, a également remporté le prix de la mise en scène. Le prix du meilleur



Seren Yüce remporte l'Orange d'or du meilleur film

réalisateur a honoré Ercan Özkan pour Saç ve Gişe Memuru (« Le contrôleur » en turc) qui montre un contrôleur routier du pont du Bosphore perdre le fil de ses relations sociales à force de répéter mécaniquement les mêmes gestes chaque jour. Nous avons remis le prix spécial du jury à un autre coup

de cœur : il s'agit du film Kâğıt (« le papier » en français), de Ayşen Gruda qui raconte la vie difficile d'un groupe de jeunes journalistes kurdes dans les années 90 qui s'efforçaient de publier un journal dénonçant les maltraitances publiques faites aux Kurdes. Enfin, mon coup de gueule : je suis scandalisé des pressions publiques qui ont contraint Emir Kusturica à claquer la porte du festival. On ne peut pas juger qu'un artiste aussi humaniste ait participé ne serait-ce que spirituellement à la guerre de Bosnie. J'ai honte pour la Turquie. »

* Propos recueillis par Fabien Fougère

Pinar Seli : une artiste pleine de charme

Depuis ses 16 ans, Pinar Seli écume les scènes stambouliotes : bars, clubs, restaurants, et notamment la tour de Léandre, où elle a quotidiennement exercé son art durant trois années. Elle chante essentiellement des reprises, dans différentes langues dont le français, « la plus belle langue pour chanter l'amour » nous confiera-t-elle. Le français, elle l'a appris dans l'hexagone où elle a suivi des études pendant une année, le temps pour elle de s'imprégner de notre paysage musical. Lorsqu'on l'interroge sur les artistes francophones qui l'ont ému, deux noms lui viennent immédiatement : Lara Fabian et Patricia Kaas. Le parallèle est en effet évident et la jeune femme se place dans la droite ligne de nos chanteuses à voix.

Elle a d'ailleurs connu un récent succès aux côtés d'un chanteur français : Dani Brillant dont Pinar Seli a assuré la première partie à Istanbul, le 10 mai dernier. Les 3 000 personnes du public ont ainsi pu apprécier les chansons interprétées par la jeune femme : trois en langue turque, trois dans la langue de Molière. Ses reprises

françaises favorites ? Patricia Kaas ou encore Sylvie Vartan et prochainement Serge Lama avec Je suis malade.

Plusieurs projets avec la francophonie
Mais ses liens avec la francophonie ne s'arrêtent pas là : elle a ainsi été contactée pour assurer les concerts du 14 juillet. Si ces derniers ont malheureusement dû être annulés cette année, le partenariat tient toujours. Elle joue de plus plusieurs fois par semaine, et ce tout au long de l'année dans le restaurant du lycée Saint-Joseph, devant un public, en majorité francophone.

Si la musique de la jeune femme ne sort guère des sentiers battus, il convient tout de même de rendre hommage à sa jolie voix et à son interprétation. Pinar Seli anime des soirées, des concerts privés ou des restaurants, accompagnée de deux ou cinq musiciens, quand elle ne joue pas elle-même du luth. Elle donne ainsi trois à quatre représentations par semaine et à voir le visage des convives présents à Saint-Joseph, la belle a remporté son pari : apporter de la joie et du bonheur à son public.

* Céline L'Hostis

Bedri Baykam expose au Pyramid Sanat



L'inauguration de l'exposition de Bedri Baykam, "İçim Parçalanıyor", a eu lieu le 13 octobre à Caddebostan Kültür Merkezi. Cette série de peintures exprime par l'art contemporain, la tension subie par la Turquie et la menace contre la République. Un deuxième vernissage de l'exposition a été organisé jeudi 21 octobre au Pyramid Sanat et dure jusqu'à 1er décembre.

Dans ma mémoire, dans mon cœur et sous mon palais : Antakya...



* Tuba Şatana

De l'église la plus sereine que j'ai jamais visitée, au dessert le plus savoureux que j'ai jamais dégusté, c'est ainsi que s'est déroulée ma visite à Antakya...

Antakya, qui est prête à accueillir ses visiteurs avec ses clochers et ses minarets, dont la sincérité des habitants n'a d'égale dans aucune autre ville, où on ne regrette jamais de saluer un passant. Même si les maisons des ruelles et de la vieille ville sont en ruine, si beaucoup de gens ont émigré, si beaucoup de boutiques ferment et changent de main, il subsiste toujours à Antakya beaucoup de mémoire.

Même s'il ne reste rien du faste passé d'Antakya, les vrais citoyens tiennent à leur ville et ne la lâchent pas. Qu'ils n'y renoncent jamais, qu'il reste quelque chose à léguer aux générations futures. Le musée d'Antakya nous dévoile ses mosaïques romaines, dont vous vous perdez dans les détails en les admirant. Et la paix intérieure de l'église orthodoxe d'Antakya vous rend votre sérénité. Toute blanche et lumineuse, comme un beau rêve. Ses échoppes, ses chefs, ses restaurants, ses cafés... Et ce long marché où vous vous engagez en pensant y retrouver un couloir de chaudronniers, un couloir de marchands de kadayif, un couloir d'épiciers, vous y constatez que beaucoup d'échoppes ont changé de main. Et la conséquence de ce changement est que les magasins des anciens commerçants sont désormais disséminés. On peut toujours voir la fabrication du kadayif, il subsiste quelques endroits qui fabriquent à la fois du taş kadayif, et du tel kadayif. Le kadayif, composé d'un mélange d'eau et de farine, est coulé à travers un récipient finement percé, sur un plateau de cuivre chaud tournant. Ce fin kadayif cuit instantanément; on arrête alors le plateau de cuivre tournant avant qu'il ne brûle, et on le met en forme à la main. Toutes ces opérations ne prennent que quelques secondes. Il est alors prêt pour la confection de desserts, à l'attention des particuliers ou des commer-



L'église orthodoxe d'Antakya

est un délice. Mis à part les simits des boulangeries du marché que l'on trempe dans le sel et le cumin, le pain au poivre que fabrique chaque boulangerie selon sa propre recette, offre à votre palais une incroyable saveur. Laissons donc de côté les délices du marché, il y a deux restaurants que vous devez découvrir : Sultan Sofrası et Leban. Sultan Sofrası, à Antakya, est un restaurant où vous pourrez trouver des spécialités locales, préparées avec savoir-faire et à base des meilleurs ingrédients, et où chaque plat que vous goûtez est pour votre palais une révélation. Le repas au

yoghourt est un étonnant potage traditionnel cuit avec du yoghurt salé et des boulettes oruk hachées. Le firik pilav est jusqu'à présent le meilleur pilav au beurre préparé avec du blé vert, que j'ai mangé. Vous ne vous rassasiez pas de son goût fumé et de son gruau léger. Le Kaytaz böreği dont la pâte est étirée à la main avec de l'huile, que l'on applique sur un mélange de viande hachée. L'Aşur se prépare en mélangeant pendant des heures avec une cuillère en bois, des pois chiches, du blé et de la viande, jusqu'à donner au mélange une consistance pâteuse ; on le sert beurré et citronné. L'Oruk, avec sa viande hachée en tout petits morceaux et ses épices en lieu et place de graisse, me rappelle les boulettes farcies et les saveurs que me faisait goûter ma grand-mère quand j'étais petite. Le Mumbar, boyau d'agneau rempli de viande et de riz, envahit votre bouche. Tout ce que

fait la famille Tansal et l'équipe de Sultan Sofrası, c'est toujours le meilleur ! Pour vous faire goûter du sucré, ils vous offrent du potiron au four, de la confiture d'olive et du gâteau aux noix et, bien sûr, vous ne pouvez pas refuser. A Antakya, le dessert au potiron se prépare dans une crème épaisse. Le dessus du dessert est croquant, tandis que l'intérieur reste moelleux, et on le sert nappé de pâte de sésame. Le dessert aux noix est fait avec des noix vertes, non mûres. En le dégustant, le goût du girofle se marie avec celui des noix vertes. Le Café Leban est un restaurant qui vient de s'ouvrir dans une vieille maison d'Antakya, juste en face du tout petit magasin de humus de Semir Yoğurtçu, l'humusier le plus ancien d'Antakya et qui fait le meilleur humus. Les mets qui garnissent votre table sont tellement savoureux que vous vous perdez dans la saveur de la parfaite harmonie du humus, des pois chiches et de la pâte de sésame, accompagnée de cornichons et de pide. Des mezes traditionnels comme les poivrons aux noix, l'abugannuç (salade d'aubergine), le tarator et les poivrons au yoghurt, sans oublier surtout les spécialités locales que sont la salade zahter composée de thym, oignons frais et

aigre de grenade, ainsi que la salade d'olive aux olives d'Antakya, qui complète ces mezes épicées. Accompagné d'un verre de raki et suivis d'une brochette de poulet... Ah, ce poulet ! Si bien macéré et goûtant le feu de bois... A Antakya, Çınaraltı est connu pour son künefe. Après avoir morcelé le kadayif à la main, le chef Yusuf nous prépare un künefe au beurre fait avec du fromage non salé choisi avec soin : il le dispose sur un plat en cuivre, l'aplatit et le fait cuire sur des braises en le faisant tourner sans cesse. Quand le

künefe est cuit sur un seul côté, il retourner le künefe en l'envoyant en l'air comme on retourne une omelette. Quand les deux côtés sont parfaitement cuits et couleur grenade, il en découpe un gros morceau, le nappe de sirop et le sert immédiatement. Ce künefe est si délicieux que sa saveur est sans égale. Rien à



Le fameux dessert d'Antakya : künefe

voir non plus avec les künefe que vous avez mangés auparavant. Le Café Affan est le lieu que j'ai le plus fréquenté à Antakya ; sa tranquillité, son silence vous transportent dans le temps. Les habitués du lieu sont les anciens d'Antakya. Le sol est en vieilles pierres, les plafonds sont hauts, il n'y a aucun bruit à l'intérieur. Au Café Affan, il y a une chose d'important pour moi : Haytalı. Alors que le Café Affan est tranquille, silencieux, feutré et ancien, Haytalı est tout le contraire : coloré, jeune, tonique. Haytalı, préparation à base de riz au lait peu sucré, recouvert de crème glacée vanille faite maison et nappée d'un sirop coloré

à l'eau de rose, est un dessert délicieusement rafraîchissant. Haytalı est doté d'une saveur tout aussi particulière que celle du künefe. Et il n'y a pas que cela, parmi les fromages, le fromage sürk ; cette huile d'olive fortement aromatique extraite des olives halhalı; le thym zahter; le kömbe, biscuit à base de dattes, de mahaleb et d'épices ; le döner dürüm de

chez Abdo, fait de pâte fine tartinée de concentré de poivron, chauffée et amollie sur le feu du döner et garnie à l'intérieur de döner, de persil et d'oignons, et dont vous vous en mangez les doigts; la liqueur de myrte, de griotte, l'aigre de grenade faits maison; dans les rues, les vendeurs de couteaux, de jus de betterave; chez Çayırıcı le plat de fèves cuit 16 heures dans la cendre, et je n'en finirai pas de citer... Quand vous vous y rendez, ne manquez pas de rester à l'hôtel Liwan. Vous y apprécierez son hospitalité, et votre séjour dans une vieille demeure centenaire et entièrement restaurée d'Antakya. Ses chambres aux hauts plafonds et petits balcons vous combleront, et quand vous vous installerez dans le lobby pour vous reposer, vous vous sentirez comme dans un film, un vieux film nostalgique... Antakya est l'une des villes de Turquie qui continue à vivre dans les beautés qui lui sont propres. Et ce qui la différencie des autres, c'est sa tolérance et son humanité.

Jusqu'au 20 novembre vous pouvez visiter la Biennale internationale d'Antakya « Merci de votre compréhension » dont le thème sera la relation entre la ville et ses habitants.

Elle accueille cette année 40 artistes venant de Turquie, Pays-Bas, Bulgarie, Autriche, Syrie, Belgique et Jordanie.



Kağıt Kebabi



ces. Certaines boucheries ne vendent pas de viande crue ; la raison est que ces carcasses qui pendent dans le réfrigérateur servent à la confection de tepsi kebabi et de kağıt kebabi. A l'aide d'un hachoir, ils hachent la viande, le poivre, l'ail et les épices, ils l'appliquent sur du papier huilé en lui donnant une forme ronde et l'envoient au four d'à côté. Ce kebab cuit sort du four sur une pizza. L'un des meilleurs kebab est celui fabriqué par Mehmet Kavasoglu. Le kağıt kebabi qu'il fabrique à partir de la chair détachée des côtes,



La petite « Frenchy » sur les traces des Vikings



de des lignes plus conventionnelles - reflétant des allures germaniques - qui s'inspirent d'un mélange équivoque de Citroën C3 et C5 pour l'avant et l'intérieur.

Une fois à bord de la nouvelle C4, on retrouve le tableau de bord émanant de la C5 avec rappel de direction GPS. Le levier de vitesse, désormais petit

et élégant, se fond bien dans l'habitacle et laisse place à un rangement réfrigéré capable d'accueillir deux bouteilles. On note que le volant à moyeu fixe est absent, sans doute

pour souligner au conducteur la rupture avec l'ancienne version. L'intérieur qui reste à l'image de l'extérieur : sobre, accueillant mais également confortable. A l'arrière l'assise est agréable et l'espace pour les jambes est satisfaisant. Les rangements foisonnent et il y a même une prise électrique 230 V !

Nous partons à bord de la version THP moteur 1,6L de 155 ch., en direction de Malmö en Suède via le pont de l'Øresund. Je règle la couleur du tableau de bord aux couleurs du



rouge danois pour mieux me conditionner à la conduite et aux mœurs danoises. La petite « bombinette » de chez Citroën, équipée du System Hi-Fi Denon, offre une qualité de son très riche. Je l'avoue... je déteste écouter la musique en voiture mais, pour la première fois, je me suis surpris à réellement apprécier la conduite en musique à travers les contrées nordiques.

De nouveaux pneumatiques Michelin Energy Saver viennent se greffer sur cette troisième version de la C4. Ces pneus sont le résultat d'une recette secrète élaborée par Bibendum qui permet une consommation de carburant moindre, une longévité kilométrique hors norme sans pour autant négliger sur la sécurité.

Huit kilomètres plus loin : Hej hej Danmark ! Je change encore la couleur du tableau de bord. Cette fois-ci je passe à un bleu suédois qui me dote instantanément d'un champ lexical local assez fourni :

God dag Sverige !

Après avoir fait un inventaire de toutes les nombreuses aides à la conduite qu'offre cette voiture, mon confrère et moi arrivons à cette conclusion : oui, il fait bon de voyager dans cette nouvelle Citroën C4, la conduite est

facile et on se sent chez soi - en famille - comme dans son salon.

* Daniel Latif
Alexandre Schleimann-Jensen

La BD à Istanbul



Le Chat de Philippe Geluck

La ville d'Istanbul organise son premier festival international de la BD « Istanbulles », du 13 au 23 octobre 2010. Cet événement met à l'honneur la rencontre entre les auteurs turcs et francophones. A cette occasion, Philippe Geluck, Jean Dufaux et Fluide Glacial exposent leurs œuvres traduites en français et en turc dans différents endroits de la ville. Le Chat, célèbre dessin du Belge Philippe Geluck, a investi les locaux de l'Institut français. Une soixantaine de planches y sont accrochées jusqu'au 23 octobre. Les récits du scénariste belge Jean Dufaux sont, quant à eux, présentés à la Galerie 8 Istanbul, du 14 au 23 octobre. Enfin, Fluide Glacial, premier mensuel d'humour et de bande dessinée de France rencontre son homologue turc LeMan dans la galerie du magazine Leman, du 15 au 17 octobre.

* Pour plus d'informations :
<http://www.istanbulles.com/>

Avec **Pegasus,**
le 1^{er} **Low Cost*** vers **Istanbul**

au départ de: **Paris Orly** vols quotidiens

Marseille 5 vols/semaine

St.Etienne 4 vols/semaine

à p. d.

ttc

69⁹⁹*
€ l'aller simple

+13 liaisons sur toute la Turquie et la Chypre du Nord via Istanbul.



flypgs.com

PEGASUS
AIRLINES

* bas prix.

Aujourd'hui la Turquie Saint-Benoît



www.aujourdhuilaturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Supplément gratuit, Saint-Benoît, au numéro 67, Novembre 2010 d'Aujourd'hui la Turquie

« Semaine de la Paix » au lycée Saint-Benoît



Le lycée français Saint-Benoît célèbre depuis 2005 la traditionnelle « Semaine de la Paix » qui s'intéresse chaque année à une nouvelle partie du monde. Elle met en scène une série d'activités qui se dessinent autour d'une même idée de paix et d'un monde plus juste. (lire la suite page III)

« Nous mettons avant tout l'accent sur la communication internationale »

Luc Vogin est directeur du lycée français Saint-Benoît d'Istanbul. Entre deux rendez-vous, il nous reçoit dans son bureau pour nous parler de l'année scolaire 2010-2011.

Quel est le programme de cette rentrée scolaire 2010-2011?

« Une nouvelle réforme visant à alléger l'emploi du temps des lycéens vient d'entrer en vigueur. Nous devons avant tout réorganiser les équipes pédagogiques et travailler sur ce nouveau programme. Il y aura par exemple moins d'heures de français pour les classes de lycée 1 et 2. Le

sport devient une discipline obligatoire, ce qui est positif pour les élèves. Cela leur permettra de penser à autre chose. De nouvelles matières seront enseignées comme la géométrie et les arts visuels. Quoiqu'il en soit, l'objectif principal de cet enseignement demeure inchangé sinon renforcé. Nous mettons avant tout l'accent sur la communication internationale. Nous allons d'ailleurs ajouter l'apprentissage de l'allemand en troisième langue pour les lycées 2. »

Quels seront les moments forts de cette année ?

« En plus des activités traditionnelles de Saint-Benoît, nous insisterons sur les partenariats avec d'autres lycées. En novem-



bre, nos élèves se rendront au lycée Léonin de Patissia, lycée grec créé par les mêmes fondateurs que Saint-Benoît! Nous fêterons aussi nos 10 ans de jumelage avec le lycée de Vannes, en France. Nous sommes invités là-bas à l'occasion de l'organisation d'une semaine de la Turquie.

(lire la suite page II)

La francophonie à Saint-Benoît : une ouverture sur le monde

Le lycée Saint-Benoît d'Istanbul est l'un de ces prestigieux établissements qui sensibilise ses élèves à la francophonie. « Nos lycéens n'étudient pas seulement la langue française, explique Silva Sevan, professeur et responsable du département de français des classes préparatoires, ils découvrent aussi une autre culture. Connaître l'autre, savoir ce qu'il mange et quel est son mode de vie. Nous considérons que cet apprentissage est indispensable pour l'ouverture d'esprit de nos élèves. A la fin de leur scolarité, ils

ont une vision du monde plus vaste. » Idées originales ou fêtes annuelles plus officielles, au lycée Saint-Benoît, tous les moyens sont bons pour faire découvrir la francophonie.

La francophonie en fêtes

Voici maintenant vingt-sept ans que Silva Sevan enseigne le français dans ce lycée. « A ses débuts, la francophonie était peu visible », se souvient-elle. « Ce n'est vraiment à partir de FLE qu'elle est devenue plus importante en Turquie. » Au lycée Saint-Benoît, la découverte de la francophonie se fête. Que

ce soit lors de la semaine de la Francophonie ou lors de la traditionnelle « Semaine de la Paix », le lycée Saint-Benoît essaie de toujours plus aiguïser la curiosité de l'élève. « L'année dernière, lors de la Semaine de la Paix, les élèves ont interprété des représentations théâtrales en français, ont assisté à des concerts, participé à une loterie ou encore à un rallye lecture », explique Aylin Şahiner, professeur de français.

(lire la suite page II)

Club de langue



Le français et bien plus encore...

Au lycée Saint-Benoît, apprendre les langues étrangères, c'est à la fois s'ouvrir aux autres cultures et élargir ses possibilités pour l'avenir.

(lire la suite page III)

Témoignage



Gagner Saint-Benoît

« Saint-Benoît m'a fait grandir - au propre et au figuré. Il m'a fait à son tour « gagner » : je viens de m'inscrire à l'Université d'Istanbul, où j'ai « gagné » la faculté de pédagogie.

(lire la suite page III)

Portrait



Un directeur « hors norme »

Öznur Küçüker, ancienne élève du lycée Saint-Benoît rend hommage à Luc Vogin, chef de son ancien établissement et désormais son ami.

(lire la suite page IV)

Découvertes



À Saint-Benoît, les voyages forment la jeunesse

Volonté pédagogique et ouverture d'esprit sont les maîtres mots des nombreux séjours à l'étranger proposés par le lycée.

(lire la suite page III)

La francophonie à Saint-Benoît : une ouverture sur le monde (Suite de la page 1)

Elle poursuit « Nous avons même invité un écrivain pour qu'il explique comment écrire un conte, quel est le but, quels sont les outils d'expression ». « Toutes ces activités leur plaisent beaucoup », renchérit Beril Ülgen, également professeur de français.

La francophonie au quotidien, « une découverte de l'autre »

Outre ces semaines de festivités, la francophonie est l'affaire de chaque jour au lycée Saint-Benoît. « Certains enfants n'entendent et ne découvrent la francophonie qu'en entrant dans notre établissement », explique Silva Sevan. « Ils ne savent pas, par exemple, ce que veut dire le mot crêpe ! » renchérit Aylin Şahiner. Découvrir la cuisine française, voici donc l'une des premières initiations. « Depuis deux ans, nous avons décidé d'ajouter la cuisine du monde dans notre programme. On met des tables dans la cour et comme ça, chaque élève goûte chaque aliment. » poursuit Silva Sevan. Cet atelier ne met pas seulement en appétit les papilles gustatives de ces étudiants, il vise aussi à leur faire découvrir quelques mots français. « Et ils sont souvent étonnés de

voir qu'ils utilisent beaucoup d'une partie de ce vocabulaire sans même le savoir » se félicite Aylin Şahiner.

Après les premiers cours de français, les élèves du lycée Saint-Benoît ne tardent pas à mettre leur savoir en pratique. « Au bout de

quatre mois d'apprentissage, ils sont généralement autonomes » explique Aylin Şahiner. Dans cette optique, chaque classe préparatoire participe à des échanges avec d'autres lycées, comme les lycées français de Vannes et de Bordeaux. « Ces échanges sont un véritable succès. Chaque année, les parents nous demandent d'introduire ce genre de voyages dans les classes supérieures, explique Silva Sevan, il est vrai que les élèves



prennent un plaisir énorme à voir qu'ils peuvent se débrouiller de façon autonome quand ils vont en France. Ils n'ont besoin de personne. Ça les encourage vraiment. Et ils ont d'autant plus envie de perfectionner leur français à leur retour ! Pour ne pas oublier ce qu'ils ont appris, ils achètent des livres en français ou empruntent des documents à la médiathèque de l'école par exemple ! »

La francophonie, « un des piliers de la modernité en Turquie »

La francophonie va encore couler de beaux jours heureux en Turquie. Silva Sevan en est convaincue. « Le lycée Saint-Benoît, comme toutes ces écoles bilingues sont les piliers de la modernité en Turquie. Les élèves apprennent à dépasser leurs préjugés. Ils deviennent

beaucoup plus ouverts au monde, beaucoup plus tolérants. Nous profitons d'ailleurs de la littérature française pour sensibiliser nos élèves à tous ces problèmes. En plus, aujourd'hui, si les étudiants ne parlent pas au moins deux langues étrangères, le diplôme de l'université ne sert à rien. Et parmi eux, ceux qui maîtrisent le français sont avantagés dès leur entrée en université. » Pourquoi ? Silva Sevan considère que l'enseignement du français passe aussi par l'apprentissage d'une solide méthode de travail. « Dès que nos étudiants entrent dans notre lycée, ils apprennent à se justifier, à présenter des arguments quand ils s'expriment. Et ça c'est très remarquable. Cette façon de réfléchir est indispensable en université. » Les Anciens le confirment. Maîtriser le français, c'est disposer d'une clé qui ouvre beaucoup de portes dans le monde de la vie professionnelle. D'ailleurs, les familles le savent bien. Voilà pourquoi elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir que leurs enfants étudient la langue de Voltaire.

* Hélène Guillaume

À Saint-Benoît, les voyages forment la jeunesse

Vannes, Bordeaux, Athènes... Au fil des ans et au gré des partenariats, les élèves de Saint-Benoît voyagent de par le monde.

À Saint-Benoît, on voyage plus qu'ailleurs. Certes, les élèves de cet établissement, souvent issus d'un milieu social aisé, n'ont pas attendu leur entrée au lycée de Karaköy pour sortir du territoire turc. Il n'empêche que tous apprécient les nombreux séjours linguistiques et pédagogiques qui leur sont proposés depuis maintenant plusieurs années.

Ainsi, en 2010, pas moins de sept pays ont été visités par les jeunes lycéens.

Mais attention, organisé dans un cadre scolaire, le tourisme est tout sauf l'objectif de ces voyages. En effet, le but premier de ces sorties est de donner aux élèves des connaissances de manière ludique et intéressante hors des murs du vieux lycée. Il est vrai que pour apprendre le français, rien de mieux qu'une immersion totale dans la famille d'un élève du lycée Saint-Paul de Vannes par exemple. Cela est d'autant plus vrai lorsque ces voyages offrent la possibilité de lier pratique linguistique et passion.

Ainsi, en Bretagne, les jeunes élèves peuvent s'adonner au théâtre et au rugby en fonction des clubs auxquels les lycéens ont décidé d'adhérer. Aytunc, ancien élève diplômé en 2007 se rappelle avec émotion de son passage dans le Morbihan qui lui a ouvert certaines portes dans l'hexagone : « Aujourd'hui à Paris, j'habite chez cette

famille que j'ai rencontrée à Vannes il y a plus d'une dizaine d'années et que j'aime autant que ma propre famille biologique. » À Athènes, le jumelage avec le lycée français Léonin de Patissia a donné lieu, en plus d'un échange entre les élèves turcs et grecs de ces deux établissements réputés, à des matchs de basket et de volley-ball.

Pratiquer le français mais pas seulement

Mais, même en dehors des trois jumelages officiels (Athènes, Bordeaux et Vannes), le lycée qui a ouvert ses portes en 1783, organise de manière occasionnelle des sorties éducatives. Ainsi, une vingtaine d'élèves est parti l'année dernière, à l'occasion de l'anniversaire de la mort d'Atatürk, à Thessalonique sur les traces du fondateur de la République turque. Mais ce n'est pas tout, dans le cadre de la semaine de la Paix, en fonction des actions menées et

des fonds récoltés, certains élèves partent en mission humanitaire afin de rencontrer et aider des populations sinistrées. Par exemple, plusieurs élèves ont participé à l'aménagement d'une classe de maternelle à Elazığ. Les élèves, malgré leur jeune âge, n'hésitent pas à s'investir à l'occasion de ces excursions. De nombreux professeurs évoquent leur étonnement face à la maturité dont font preuve leurs lycéens lors de ces sorties pédagogiques. Preuve s'il en est que les voyages forment la jeunesse...

des fonds récoltés, certains élèves partent en mission humanitaire afin de rencontrer et aider des populations sinistrées. Par exemple, plusieurs élèves ont participé à l'aménagement d'une classe de maternelle à Elazığ. Les élèves, malgré leur jeune âge, n'hésitent pas à s'investir à l'occasion de ces excursions. De nombreux professeurs évoquent leur étonnement face à la maturité dont font preuve leurs lycéens lors de ces sorties pédagogiques. Preuve s'il en est que les voyages forment la jeunesse...

* Arnaud Eyssautier



TÉMOIGNAGE

Nostalgie stambouliote

En 2005, lorsque j'ai quitté le lycée Saint-Paul de Vannes, bac en poche, une drôle de nostalgie précoce m'a prise. Car finir le lycée, c'était quitter l'enfance, les amis, mais aussi une autre école à l'autre bout de l'Europe: le lycée Saint-Benoît d'Istanbul.

Nos deux établissements étaient jumelés. Grâce à cela, j'ai pu participer à un échange. Il s'agissait de deux semaines en Turquie en juin 2003, dans une famille stambouliote à Kadıköy. Ça a été l'occasion d'aller au lycée en bateau, de traverser le Bosphore aux premières heures du jour, de grignoter un « pogaça » (petit pain fourré) sur Istiklâl ou encore de boire un thé dans les allées du bazar égyptien. Quinze jours ont suffi à m'accoutumer à cette ville comme si j'y avais toujours vécu.

Coup de chance: un an plus tard, ma troupe de théâtre était invitée à jouer dans l'amphithéâtre du lycée Saint-Benoît et dans la magnifique salle du lycée français de Galatasaray. Accueillis à Saint-Benoît, nous

allions passer dix jours comme dans une résidence d'artistes, avec des loges superbes ! Un peu fièrement, j'avais envie de montrer à mes amis que je savais ne pas me perdre entre le lycée et la Mosquée bleue. Peine perdue au Grand bazar... Ses méandres m'ont, une fois de plus, happée.

L'année suivante, c'était Le voyageur sans bagage d'Anouilh que nous sommes venus jouer. L'année 2005 a été celle des rencontres. Nous nous sommes liés d'amitié avec quelques élèves turcs qui sont venus nous rendre visite à Vannes de façon informelle. Mais nous étions toujours soutenus par notre école, puisque nos amis ont été logés grâce au lycée Saint-Paul. À ce moment, je l'ai su: Istanbul me colle à la peau. Rêveuse, je visitais l'Université de Galatasaray en espérant pouvoir un jour y étudier.

Ce n'est pas encore le cas, mais nos amis turcs, nous les croisons encore de temps en temps, à Vannes, à Paris ou à Istanbul.

* Agathe Lauriot-dit-Prévost



« Nous mettons avant tout l'accent sur la communication internationale » (Suite de la page 1)

Nous avons en plus un second partenariat en France avec un lycée bordelais. Mais ce n'est pas tout. Nous prévoyons aussi de créer d'autres partenariats dans d'autres pays. »

Quels sont les projets du lycée Saint-Benoît ?

« Les deux années à venir seront des années charnières pour le lycée Saint-Benoît. Nous en profiterons pour renforcer notre communication à l'international et développer au maximum les langues. Par exemple, cette année, nous renforcerons l'étroite collaboration entre le français et les autres disciplines, en classes préparatoires. En

plus de toutes les activités francophones, nous insisterons aussi sur les projets anglophones. Nous organiserons des voyages à thèmes à Maltes, Edinbourg ou encore Londres pour préparer nos élèves aux concours de langue anglaise de Cambridge. Nous sommes d'ailleurs très fiers des résultats de la session de juin 2010. Une de nos élèves a atteint le meilleur des classements, le niveau C2. Six autres élèves ont décroché le niveau C1. Ce diplôme donne un accès direct aux universités américaines et britanniques. »

* Propos recueillis par Hélène Guillaume.

Le français et bien plus encore...

Qu'elles soient enseignées dans le cadre de cours obligatoires ou de clubs, les langues étrangères sont essentielles dans l'apprentissage des lycéens.

Les langues vivantes sont au cœur de la politique éducative du lycée Saint-Benoît. Tous les élèves sortent donc avec un très bon niveau de français mais aussi d'anglais, dont l'enseignement est obligatoire. Le lycée, qui est également centre d'examen pour l'ESOL, le test de la prestigieuse université de Cambridge, a de plus établi un partenariat avec cette dernière. En 2009, les élèves ont eu l'occasion de partir pour un court séjour dans la cité londonienne. Pour le lycée, si la langue française est la priorité, la bonne maîtrise de la langue anglaise est aujourd'hui un élément essentiel pour les futurs diplômés.

Une ouverture sur le monde

Il faut dire que Saint-Benoît possède une forte dimension internationale et souhaite s'ouvrir sur le monde. Le français oui, mais pas seulement ! Chaque langue est porteuse d'une culture, que le lycée souhaite faire découvrir à ses étudiants, en leur laissant le

choix de leur troisième langue. Ainsi l'espagnol et récemment l'allemand sont des langues qu'il est possible de choisir comme troisième langue vivante, en plus du français et de l'anglais. Quand à l'italien et au chinois, ils peuvent être appris au sein de clubs, animés par des professeurs.

Pour autant, à Saint-Benoît les langues doivent avant tout être vivantes et leur apprentissage ne doit pas être rébarbatif pour les élèves. Toutes les occasions sont bonnes pour pratiquer et intégrer de nouveaux mots, de nouvelles phrases. Ainsi, parmi les nombreux clubs que proposent le lycée plusieurs



se font en français, anglais ou une autre langue, selon les connaissances du professeur responsable. Par exemple, le club des « jeunes européennes » participe à des forums européens,

en anglais, en français et en allemand. Plusieurs élèves sont même partis à Bruxelles afin de visiter plusieurs institutions européennes. De même, cette attention portée sur l'apprentissage des langues étrangères amène le lycée à organiser de nombreux voyages à l'étranger, certains dans le cadre de jumelages, d'autres selon les centres d'intérêt des élèves.

* Céline L'Hostis

Les clubs, de l'enseignement au divertissement

Chaque année, une quarantaine de clubs proposent leurs activités à Saint-Benoît. Si certains sont obligatoires, comme le Croissant rouge, le Croissant vert, le Club de bibliothèque ou encore Séisme et Protection civile, d'autres sont devenus incontournables. Ceux concernant le sport (le lycée est notamment connu pour ses brillants résultats en rugby), la musique ou encore le théâtre sont ainsi très populaires auprès des élèves, et pour cause ! Certains anciens élèves ayant ainsi pratiqué une activité théâtrale par exemple ont pu voyager et intégrer des cursus prestigieux, comme la Sorbonne ou le cours Florent à Paris.

D'autres encore proposent des activités originales : certains préparent les élèves aux examens internationaux, d'autres les sensibilisent au cinéma ou même à la cuisine. Le club de cuisine propose ainsi aux élèves de découvrir des menus de 50TL, au prix de 15. Ces activités, encadrées par les professeurs du lycée, présentent ainsi le double avantage de faire découvrir aux élèves de nouvelles activités, qui ne sont pas accessibles dans leur cursus scolaire, mais également de rapprocher les élèves de leurs enseignants. Ces derniers ne cessent d'ailleurs de s'étonner devant la maturité dont font preuve les lycéens. Quant au club de presse gageons qu'il suscite des vocations. Aujourd'hui la Turquie aurait-il trouvé ses nouvelles plumes ?

Où vont les diplômés de Saint-Benoît ?

À Saint-Benoît, la fin de scolarité peut parfois tourner au casse-tête pour les jeunes diplômés. Les différentes options qui se présentent à eux pour poursuivre leurs études dans le supérieur sont nombreuses. En plus du traditionnel choix de formation, il faut ajouter celui du pays dans lequel on souhaite se former avant de faire son entrée sur le marché du travail.

Pour la promotion sortante, 2009-2010, la Turquie a été largement plébiscitée. En effet, sur les 183 élèves ayant quitté le lycée cette année, près de 130 se sont orientés vers des universités turques et principalement stambouliotes. Cependant, une petite cinquantaine a décidé, sans doute à cause de l'attention portée aux langues durant leur scolarité dans le secondaire, de tenter sa chance principalement en France



mais également dans des pays anglophones (Angleterre, États-Unis). Concernant la France, ce sont essentiellement les grandes villes étudiantes (Montpellier, Rennes...) et Paris qui ont su séduire ces lycéens.

Évidemment, il est difficile de généraliser à partir des statistiques d'une seule année scolaire. À ce titre, nous vous proposons une série de trois portraits d'anciens lycéens au profil très différent.

« Semaine de la Paix »... (Suite de la page 1)

Pour l'édition 2010, le lycée s'est intéressé à la réunification allemande : *Vingt ans ont passé depuis la chute du mur de Berlin*. Saint-Benoît a décidé de commémorer, à sa façon, l'effondrement de cette barrière qui, 30 ans durant, a divisé le monde occidental en deux blocs. Le lycée a recréé son propre mur, intitulé « Berlistanbul », mais celui-ci ne sert plus à séparer les individus, bien au contraire. Toutes les personnes qui ont visité l'établissement depuis octobre 2009 y ont peint un message d'amour et d'unité que le consul général d'Allemagne, madame Brita Wagener, est venue admirer le jour de l'ouverture de cette cinquième semaine de la Paix.

Une semaine durant, du lundi 10 au vendredi 14 mai, le lycée a vibré au rythme des différentes manifestations proposées en l'honneur de la paix et de la solidarité dans le monde. Les élèves ont bien sûr contribué à l'événement. Ainsi, 200 d'entre eux, tous âges confondus, sont allés planter des oliviers sur l'île de Büyükdada. Ils ont ensuite participé à une course, symbolisant le chemin vers la paix. Pour Luc Vogin, le directeur du lycée, « ce genre d'événements restera dans l'esprit de nos lycéens. Nous essayons de leur faire comprendre qu'il s'agit de vivre dans un pays en paix ». Les propos d'Hilal Şafak, responsable Communication de l'établissement, sont de même nature : « Cette semaine traduit l'engagement d'une équipe pédagogique et d'intervenants extérieurs qui souhaitent inculquer aux élèves du lycée des valeurs humaines. »

Des bénéfices reversés à des associations

Le projet de cette « Semaine de la Paix » a germé dans la tête de Luc Vogin en 2003 suite à une rencontre avec Hoda Barakat, libanaise

et rédactrice en chef de Radio-Orient. L'idée de départ est la suivante : « Si les enseignants sensibilisent leurs élèves à l'importance de la paix comme valeur à défendre et non comme quelque chose d'acquis, ils la transmettront à leurs enfants une fois adultes. » Chaque édition possède sa propre thématique. Les manifestations précédentes s'étaient intéressées aux dommages causés par la Seconde Guerre mondiale, et avaient analysé des zones mondiales sensibles comme l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Iran.

Peu à peu, le corps enseignant de l'établissement prend ses marques dans l'organisation de cet événement, devenu majeur dans la vie du lycée, qui concentre à lui seul, la moitié du budget annuel dédié aux activités (impression des t-shirts, achats des lots pour la tombola, accueil des intervenants extérieurs...). Selon Serap Alpay, professeur de géographie, « la semaine de la Paix s'améliore d'année en année, mais cela reste toujours aussi difficile à organiser ».

À la fin de chaque édition, la recette issue de l'événement est redistribuée à des associations. Les fonds récoltés en 2010 permettront, notamment, de scolariser de jeunes écoliers vietnamiens et des jeunes filles turques. Grâce à un sponsor de poids, la banque Garanti, la cérémonie de clôture a pu donner lieu à une représentation de l'une des figures majeures du hip-hop turc : Ceza.

Rendez-vous en 2011 pour la prochaine édition de la « Semaine de la Paix ». Pour l'instant, le thème n'a pas encore été défini mais une chose est sûre, l'objectif restera le même : « Ouvrir les yeux, la tête et le cœur ».

*Arnaud Eyssautier

TÉMOIGNAGE

« Gagner Saint-Benoît »

Quand je suis entrée au Lycée Saint-Benoît, il y a juste quatre ans, j'ai annoncé à mes amies belges que j'avais « gagné » Saint-Benoît, comme on dit en Turquie. C'était la traduction littérale de l'expression turque, et mes amies n'ont pas très bien compris tout du sens de ce mot, je crois.

Car en français, « gagner » implique surtout la chance. Mais, en français comme en turc, « gagner » se dit aussi en cas de réussite au terme d'une compétition... Enfin, soit. Le jour de la rentrée des classes, j'avais oublié la compétition, mais j'ai commencé à ressentir ma chance : la grande cour du lycée, ses platanes, le préau, la façade monumentale, les grands escaliers... J'avais la chance d'entrer dans une de ces grandes écoles françaises dont je rêvais depuis que j'étais petite.

Pendant la cérémonie de rentrée, deux choses m'ont tout de suite frappées : le nombre impressionnant d'élèves et de professeurs – une foule de presque mille personnes – mais surtout le fait que je les sentais pourtant très proches les uns des autres. Je ne m'étais pas trompée : avant même cette cérémonie, moi, la nouvelle, « la Belge » comme on m'a surnommée, je me suis immédiatement fait des amis, et des professeurs se sont intéressés à moi. La cérémonie était joyeuse et belle.

Et à partir de cet instant, j'ai savouré ma chance. J'ai aimé ce mélange de grande tradition et de fantaisie : les cérémonies où j'étais chargée de porter le drapeau ; cet uniforme aux modèles seyants, et la liberté de porter des baskets, même de couleur. Notre

directeur, Monsieur Vogin, portait lui-même des chaussures de sport et organisait avec les élèves des matchs de rugby et des séances de tags sur un mur destiné à cet effet... Monsieur Vogin, notre « professeur de jeunesse »...

J'ai aimé toutes ces manifestations traditionnelles au lycée. Les manifestations sportives d'abord : le match de volley annuel des professeurs, le match de football « Galatasaray – Fenerbahçe », ces fameux maths se déroulant sous les ovations des élèves massés dans la cour et aux fenêtres. Les manifestations culturelles ensuite : celles de la Semaine de la Francophonie, où, par exemple, chaque classe de 10ème représentait un pays francophone. En terminale, ce « Pilav Günü » (« Jour du Riz ») où les grands de 12ème ont l'honneur d'être conviés à rejoindre nos aînés et sentent alors qu'ils se sont vraiment élevés...

J'avais « gagné » Saint-Benoît, Saint-Benoît m'a fait grandir - au propre et au figuré. Il m'a fait à son tour « gagner » : je viens de m'inscrire à l'Université d'Istanbul, où j'ai « gagné » la faculté de pédagogie. Je veux devenir professeur de français. Je quitte donc mon lycée, mais je pars simplement, il ne se perdra jamais dans mon esprit. Car je sais à présent tout ce que veut dire « gagner ». On n'oublie jamais ce qu'on a gagné, ni qui nous a fait gagner, n'est-ce pas ? Merci, Saint-Benoît !

*Defne AKAY (4 Fen B)

Luc Vogin : un directeur « hors norme » au lycée Saint-Benoît

Août 2002. Luc Vogin arrive à Istanbul en tant que directeur du Lycée Saint-Benoît. Dans ses bagages, il a des rêves, des idéaux, de nouvelles idées, des projets que les petits élèves du lycée ignorent encore. Sur ces terres qui lui sont complètement étrangères, il n'a qu'une seule volonté : faire évoluer en bien la vie de milliers d'élèves et d'enseignants.

Juin 2004. J'ai dix-neuf ans. On annonce que je suis la majeure du Lycée Saint-Benoît d'Istanbul. Je vais bientôt quitter cette école aux pierres grises, cette deuxième maison où j'ai mis mon premier pas à onze ans. A cette époque, je ne sais pas encore que mon destin est infiniment lié à ce lycée. Je ne sais pas non plus à quel point nos chemins se croiseront de nouveau avec Luc Vogin, ce directeur « hors norme » qui annonce dans une cérémonie organisée à mon honneur que ce qui fait ma différence c'est ma « ténacité ». Pourtant, je ne connais pas encore ce directeur aux yeux verts et toujours souriant. Il arrive en Turquie vers la fin de mes études au lycée et on ne peut échanger que quelques mots avant que je sois diplômée. Mais lui, il sait observer. Il sait comprendre les gens sans parler avec eux. Il sait les connaître de loin. Son simple sourire est une réponse. Son regard tendre est un soutien. Son pantalon rouge ou ses chaussettes vertes ont un sens : c'est l'ouverture d'esprit, c'est l'originalité, c'est le courage qui n'existent pas chez beaucoup d'hommes qui sont coincés « dans les normes », c'est la France ac-

cueillante tant rêvée par les milliers d'élèves du lycée.

Les années passent très vite. Je sors grandie de la grande porte du lycée et je m'installe à Paris pour y poursuivre mes études universitaires. Luc Vogin me poursuit aussi.

Avec le temps, j'apprends à le connaître, cet homme à « multiples facettes ». Le danseur talentueux de « moonwalk », l'acteur charismatique de la série-phénomène « Ask-ı Memnu », le manager de l'équipe de rugby du lycée, peu importe le « comment », mais il sait toujours nous surprendre.

Il ajoute un peu de lui-même dans chaque chose qu'il entreprend. Il transforme le bureau sombre des directeurs en une grande salle chaleureuse en lilas et blanc avec des autocollants d'abeilles sur les murs. Il ose peindre les pierres grises du lycée afin de créer un symbole de la paix : « le mur Berlistanbul ». Il met en place des jumelages avec des lycées français et grec mais aussi organise régulièrement des « semaines de la paix ».

Et Luc Vogin est un véritable ami.

Avril 2006. Je suis la première turque à être admise au campus est-européen de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris à Dijon. Je

décide d'y organiser un grand projet intitulé « Regards croisés sur la civilisation et la culture turques » avec la participation de 23 élèves et enseignants du Lycée Saint-Benoît. Luc Vogin est avec moi.

Novembre 2009. Cette fois-ci, nous sommes à Vannes avec Monsieur Vogin afin de présenter aux centaines d'élèves du Lycée St Paul et de l'Université de l'Ouest à Vannes le système d'éducation turc et les liens de la

Turquie avec l'Europe.

Avril 2010. Luc Vogin vient à Paris. Nous nous rencontrons dans un café. Je lui parle de la difficulté de la vie quotidienne en France. Il me parle de sa vie joyeuse en Turquie. Je lui parle en français. Il me répond en turc. A la fin de notre conversation, je souhaite

prendre l'addition. « Tu sais, maintenant je suis un peu turc quand même » dit-il et paye l'addition. Luc Vogin est désormais un français turcophone. Je suis désormais une turque francophone. Il vit à Istanbul. Je vis à Paris. C'est peut-être cette interculturalité croisée qui fait toute notre richesse. C'est ce rêve en commun : découvrir et partager.

Mai 2010. Je fais partie de l'équipe organisatrice d'un énorme projet intitulé « Nature Capitale » qui transforme l'Avenue des Champs-Élysées en un tapis végétal. Après

avoir planté 200 oliviers sur l'île de Büyükkada pendant la semaine de la paix, pour Luc Vogin, contribuer à la réalisation d'un tel événement signifie « l'attachement du lycée à l'environnement et un engagement qu'ils prennent pour les générations futures ».

Bientôt novembre 2010. J'ai vingt-cinq ans. Cela fait maintenant six ans que je suis sortie de la grande porte de Saint-Benoît pour affronter la réalité de la vie. Mais, je suis « tenace » comme m'avait qualifiée Monsieur Vogin il y a longtemps. Je continue à rêver. Luc Vogin aussi. Je suis l'organisatrice d'une grande soirée à laquelle je donne le nom du « Grand Bal de la République de Turquie en France ». Avant de quitter la France pour passer le reste de ma vie à Istanbul, je souhaite laisser derrière moi une trace inoubliable aux milliers de Turcs et de Turcophiles qui se rassembleront autour d'un but unique : la paix. Le grand pacifiste Luc Vogin est encore une fois avec moi dans cette grande aventure.

Plus qu'un simple directeur, Luc Vogin est une couleur. Il est un « braveheart » souriant. Il est « un Pierre Loti moderne » qui va graver son nom à jamais dans la mémoire de milliers de stambouliotes qui ont eu la chance de le connaître.

Peut-être que finalement, aucune de mes qualifications ne serait suffisante pour le décrire. Il faut sûrement le connaître pour le comprendre. Il est tout simplement lui-même.

C'est Luc Vogin.

* Istanbul, le 17 septembre 2010, Öznu Kütüker



TÉMOIGNAGE

Berk, un jeune homme au service de son pays

Berk Mansur Delipinar est un jeune homme rieur. À 27 ans, cet étudiant passionné par la diplomatie est capable de parler de la politique extérieure de la Turquie pendant des heures.

En 2002, fraîchement diplômé, il entre à l'université de Galatasaray. Sa passion pour l'histoire, le droit et la politique le pousse à étudier les relations internationales. Après quatre années intensives, il obtient sa licence et se lance dans un master de recherche validé par la rédaction d'un mémoire.

En décembre, service militaire oblige, son parcours universitaire est mis entre parenthèses le temps d'une année. Ensuite, il poursuit ses études afin d'obtenir son doctorat qui, il l'espère, lui permettra d'occuper un poste de diplomate ou de professeur d'université car, pour lui, « le plus important est de pouvoir travailler dans mon domaine d'études ».

À Saint-Benoît, son meilleur souvenir remonte à sa première année de lycée. Alors âgé de 14 ans, il participe avec les autres garçons de sa classe à un match de foot lors d'une récréation. Malheureusement, cela était interdit. Tous convoqués dans le bureau de la directrice adjointe, leur solidarité leur permettra d'éviter la punition. Mais, les souvenirs ne sont pas les seules choses qui restent de ses années de lycée. En effet, aujourd'hui encore, ses meilleurs amis sont ses camarades de Saint-Benoît.

* A.E

TÉMOIGNAGE

Ergün Ertekin, un Stambouliote à la Banque mondiale

Un parcours remarquable d'Istanbul à Washington. A vingt-trois ans, Ergün Ertekin est consultant au sein du département

innovation de la Banque Mondiale, institution internationale visant à lutter contre la pauvreté en apportant conseils et financements aux Etats en difficulté. Mais si ce jeune homme souriant vit aujourd'hui dans la capitale américaine, c'est à Istanbul qu'il a grandi. Au début des années 2000, Ergün étudie au lycée Saint-Benoît, dans le quartier de Galata. Après la fin de son cycle secondaire en 2005, il part étudier au sein de l'université américaine



Virginia Tech, où il se spécialise dans la finance et le marketing international. Fort de ce brillant bagage universitaire, Ergün

fait ses premiers pas dans le monde professionnel au sein du Conseil américano-turc et est désormais à la Banque mondiale.

D'excellents souvenirs à Saint-Benoît

Ergün n'a jamais coupé les ponts avec le lycée francophone du quartier de Galata. C'est sur ses bancs que ce brillant étudiant a rencontré ses meilleurs amis. Le jeune Stambouliote aime à rendre visite à ses anciens professeurs lorsqu'il est

de retour chez ses parents. Il se souvient notamment de sa participation au programme pour l'environnement du sud-est méditerranéen, en 2004. Il avait alors proposé ses idées à Royan, en France, avec Eric di Stefano et Canan Atınç, respectivement ancien directeur et professeur d'histoire au lycée Saint-Benoît. « C'était une super expérience, aussi bien sur le plan universitaire que social », sourit Ergün. « Je me suis d'ailleurs découvert une passion pour les vins français en goûtant au Pineau des Charentes, ce qui m'a amené à prendre des cours d'œnologie à Virginia Tech ensuite ». Des souvenirs abordés avec nostalgie et reconnaissance envers Saint-Benoît.

* A.E

TÉMOIGNAGE

Aytunç, un esprit sain dans un corps sain ?

Aytunç est né en 1986, il a terminé sa scolarité au lycée Saint-Benoît en 2005. Une fois son diplôme en poche, il est parti direction Paris et la prestigieuse université Panthéon-Assas de Paris II. Titulaire d'un Master 1 en Ingénierie statistique et économique, cet excellent élève passionné de littérature française, ne s'arrête pas là puisque l'année prochaine il intégrera un Master 2 en partenariat avec l'école des Mines et l'uni-



versité Paris-Dauphine. Après cela, Aytunç se verrait bien continuer dans la recherche, sans doute en France, pays qu'il habite désormais depuis quatre ans et dont il maîtrise parfaitement la langue. L'envie de France est vraisemblablement née à la suite de son passage au lycée Saint-Benoît dont il parle avec nostalgie. Certains professeurs l'ont marqué à vie. Et puis, grâce à Saint-Benoît il a rencontré sa « famille française » constituée d'anciens élèves du lycée Saint-Paul de

Vannes avec lequel l'établissement scolaire de Karaköy entretient un partenariat étroit depuis presque dix ans.

À Saint-Benoît, il pratique l'escrime pendant huit ans au côté de M. Murat Önyay, maître d'armes. Doué, il remporte de nombreuses récompenses locales et nationales. Au pays des quatre mousquetaires, Aytunç a continué avec réussite sa passion via les championnats universitaires. Il est l'actuel détenteur du titre de champion d'Ile-de-France universitaire de fleuret.

* A.E et F.F